

Les étapes de la mise en valeur agricole de la vallée du Richelieu

Ludger Beauregard

Volume 14, Number 32, 1970

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/020908ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/020908ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Beauregard, L. (1970). Les étapes de la mise en valeur agricole de la vallée du Richelieu. *Cahiers de géographie du Québec*, 14(32), 171–214.
<https://doi.org/10.7202/020908ar>

Article abstract

This essay in historical geography retraces the main stages of the agricultural development in the Richelieu valley, one of the best rural and agricultural regions of Québec. It shows that for 150 years agriculture in the Richelieu has been commercialized and influenced by staples like wheat, hay and milk. The behavior of the *habitants* face to agricultural economy is described and the chronic retardation in acquiring and applying better methods in agriculture as well as in dairying is underlined. The conclusion is an attempt of interpretation of these historical delays in a geographical perspective.

LES ÉTAPES DE LA MISE EN VALEUR AGRICOLE DE LA VALLÉE DU RICHELIEU

par

Ludger BEAUREGARD

Département de géographie, université de Montréal

La région du Richelieu se situe à l'est de Montréal, entre le lac Champlain au sud et le lac Saint-Pierre au nord. Elle mesure 75 milles de longueur sur une douzaine de largeur, et couvre une superficie d'environ 900 milles carrés (figure 1). Ses limites épousent assez régulièrement celles du bassin hydrographique.

À cause de sa situation, le Richelieu possède une vieille histoire que nous avons déjà retracée¹. Rivière de la guerre entre les Algonquins et les Iroquois au début de la colonisation, entre les Français et les Anglais par la suite, cette route historique est jalonnée de seigneuries à partir de 1672. Sorel et Chambly reçoivent leurs premiers colons à cette époque, mais Saint-Denis devra attendre en 1720 et le Haut-Richelieu entre 1742 et 1750. Au moment de la Conquête en 1760, les seigneuries du Richelieu comptent environ 3 000 personnes, dont près du tiers habitent celle de Sorel. Le siècle suivant porte la population à 78 000 habitants en 1861, dont 60 000 vivent dans les 7 358 fermes de la région. Les campagnes étouffent avec une densité d'environ 70 personnes au mille carré. Une longue période d'exode rural saignera les campagnes surpeuplées du Richelieu, réduisant la population des fermes, un siècle plus tard, à 19 280 en 1966 ; le nombre des fermes était alors tombé à 3 500. Si le nombre des fermes a diminué de plus de moitié, et la population des fermes des deux tiers depuis cent ans, le Richelieu voit par contre sa population urbaine progresser assez rapidement pour atteindre 140 000 en 1966, soit une augmentation de 180% depuis 1941.

L'ancienneté du peuplement et son homogénéité, notamment dans le Bas-Richelieu, l'esprit paysan, les institutions sociales telles que la seigneurie et la paroisse, les événements politiques et économiques du XIX^e siècle ont marqué la population. Les *habitants* se sont ainsi identifiés au Richelieu navigable et ont créé un « pays » que la petite histoire nomme la vallée du Richelieu. C'est ce régionyme que nous avons retenu même s'il est contestable sur le plan de la morphologie. La vallée du Richelieu a supporté une dizaine de générations de cultivateurs, qui en ont fait le « jardin du Québec » selon la publicité touristique. Étant donné les conditions naturelles

¹ BEAUREGARD, L., « Le peuplement du Richelieu », *Revue de géographie de Montréal*, XIX, 1-2, 1965, pages 43-75.

qui prévalent dans la région, l'agriculture a pu s'y développer favorisée non seulement par le climat et les sols, mais aussi par la navigation sur le Richelieu au temps des exportations de bois, de potasse, de blé, de biscuits, de foin, de pommes et par la proximité d'un grand marché urbain au XX^e siècle, celui de Montréal². Nous allons voir que cette agriculture de subsistance à l'origine a été périodiquement orientée par la possibilité de vente massive d'un produit clé tel que le blé, le foin et le lait. Elle s'est ainsi commercialisée assez tôt, à la merci des hauts et des bas du trafic et des aléas de la surexploitation des terres. Le Richelieu a donné des grains (blé, y compris du blé d'automne, avoine, seigle, orge, sarrasin, maïs), des pois, des pommes de terre, des navets, du foin, du houblon, de la graine de lin, de la betterave à sucre, du tabac, etc. . Ses jardins ont fourni tous les légumes, parfois des petits fruits et des fruits (pommes). La pomiculture s'est développée aux collines montréalaises. Il fut un temps où le tabac identifiait Saint-Roch, le lin et le houblon, Saint-Jean, la betterave à sucre, Saint-Hilaire.

Mais dans toute cette production et dans celle de l'élevage qu'elle soutient, seuls quelques produits méritent la vedette : il s'agit du blé, de l'avoine, des pois, des pommes de terre, du foin et du lait. En fait, seuls le blé, le foin et le lait ont vraiment marqué l'évolution de l'agriculture dans le Richelieu.

I — CONDITIONS PHYSIQUES DE L'AGRICULTURE

Le climat et les sols conditionnent le développement de l'agriculture dans la vallée du Richelieu. Or les possibilités agricoles du climat régional comptent parmi les meilleures au Québec. Il suffit en effet d'examiner le tableau 1 pour s'en convaincre. Du point de vue de la température, le Richelieu profite d'une saison de chaleur favorable, tant en durée qu'en intensité. La saison sans gel avec des probabilités de 50% s'étend sur 135 à 145 jours, ce qui représente la plus longue période au Québec, si l'on exclut la microrégion de Montréal (160 jours). Si la saison sans gel débute vers la mi-mai (10 au 15), il reste des probabilités de gel de 5% jusqu'à la fin du mois. Les cultivateurs courent donc des risques au moment des semailles et des récoltes³ ; les pomiculteurs de Mont-Saint-Hilaire et les maraîchers dans Rouville et Napierville font toutefois usage de moyens de prévention tels que l'abri de polythène, l'écran de fumée, l'arrosage et le chauffage. Une saison moyenne sans gel de 140 jours offre quand même assez de latitude

² BEAUREGARD, L., « La plaine du Richelieu, banlieue agricole de Montréal », *Revue canadienne de géographie*, XXIII, 1-2, 1959, pages 19-38.

³ PERRIER, R., *Probabilités de gel au Québec*, Québec, Ministère des Richesses naturelles, 1967, page 1.

Figure 1 La vallée du Richelieu se délimite plus ou moins bien à cause du facteur historique, qui a évolué au cours des deux derniers siècles, et de la contrainte imposée par les statistiques. C'est ainsi que nous avons souvent inclus le comté d'Iberville en entier dans la région à l'étude et parfois aussi le comté de Rouville. Sainte-Brigide dont il est fait mention sur les photos 1 et 5 se trouve entre Sainte-Angèle et Saint-Alexandre. Les comtés de Rouville et d'Iberville se trouvent entre la rivière des Hurons et la baie Missisquoi.

aux cultivateurs du Richelieu, qui se plaignent plus souvent de la sécheresse ou de l'humidité que du gel.

La saison de croissance au-dessus de 42°F. représente un meilleur indice que la saison sans gel, puisque la plupart des cultures peuvent endurer une légère gelée. Elle débute au printemps avant la dernière gelée tardive, soit vers le 17 avril, et se termine après la première gelée hâtive de l'automne, soit vers le 25-28 octobre. Dans la vallée du Richelieu, la saison de croissance dépasse de 50 jours la saison sans gel et s'étend sur plus de 190 jours. Cet indice pêche toutefois sur un point important : s'il indique la durée, il ne renseigne pas sur l'intensité de la chaleur. C'est ce qu'apporte l'indice des degrés-jours de croissance, sans cependant nous renseigner sur la période de lumière. Avec 3 300-3 400 degrés-jours, le Richelieu se situe encore dans les meilleures conditions de chaleur au Québec, mais toutefois loin de celles de la péninsule d'Essex au sud de l'interlac ontarien (4 200 degrés-jours).

Tableau 1 *Conditions climatiques comparées de la vallée du Richelieu*

	<i>Bas-Richelieu</i>	<i>Haut-Richelieu</i>	<i>Essex (Ont.)</i>	<i>Lac-St-Jean</i>
Température moyenne de juillet (°F.)	69	69	73	64
Minimum annuel (°F.)	-20	-25	-2	-33
Saison sans gel (jours)	145	135	170	100
Saison de croissance (nombre de jours au-dessus de 42°F.)	194	191	221	164
Degrés-jours de croissance	3400	3300	4200	2400
U.T.M.M.	2700	2600	3400	1900
Évapotranspiration potentielle (en pouces)	23	23	26	20,5
Évapotranspiration réelle (en pouces)	22	22,5	21,5	20,5
Précipitations (mai-septembre) (en pouces)	16	17	13	18
Précipitations annuelles (en pouces)	37	38	30	32
Déficit hydrique (en pouces)	1	0,5	4	0

Source : CHAPMAN, L.J. et BROWN, D.M., *Les climats du Canada et l'agriculture*, Ottawa, Ministère des Forêts et du Développement rural, 1966, pages 20-25.

L'évapotranspiration potentielle est un autre indice des conditions thermiques. Étant donné que l'évaporation et la transpiration sont fonction de la température et de la durée de l'ensoleillement, cet indice mesure encore mieux la chaleur. Le besoin en eau de la végétation dans un état de saturation s'élève à 23 pouces dans la vallée du Richelieu à comparer à 26 pouces dans Essex. Il s'agit dans les deux cas d'indices élevés de rendement thermique selon la formule de Thornthwaite.

La formule de l'unité thermique de mûrissage du maïs, adoptée en 1964 en Ontario⁴, exprime également l'intensité thermique sous une autre forme. En Ontario, le maïs mûrit dans les régions recevant 2 500 U.T.M.M. ou plus et on en cultive pour l'ensilage dans des régions recevant tout au plus 2 100 unités. Avec 2 600-2 700 U.T.M.M., le Richelieu convient à la culture du maïs — on en cultive d'ailleurs depuis longtemps — alors que le Lac-Saint-Jean avec 1 900 unités se trouve à la marge de la culture de maïs hybride hâtif. Comme le calcul des unités thermiques se fait à partir de la date où la température moyenne atteint 55°F. (ensemencement) au printemps jusqu'à la date où l'indice de probabilité de gel atteint 10% en automne, on voit que cette formule complète celle des degrés-jours.

Ajoutons enfin que l'été compte environ 45 jours où la température dépasse 80°F., dont le tiers en juillet, ce qui permet à l'évapotranspiration réelle d'atteindre 22 pouces dans la région. La durée de l'ensoleillement réel se révèle aussi plus élevée ici avec un pourcentage d'environ 55 en juillet et août comparé à 47 et 50 au Lac-Saint-Jean. Bref, les conditions thermiques sont vraiment favorables à l'agriculture.

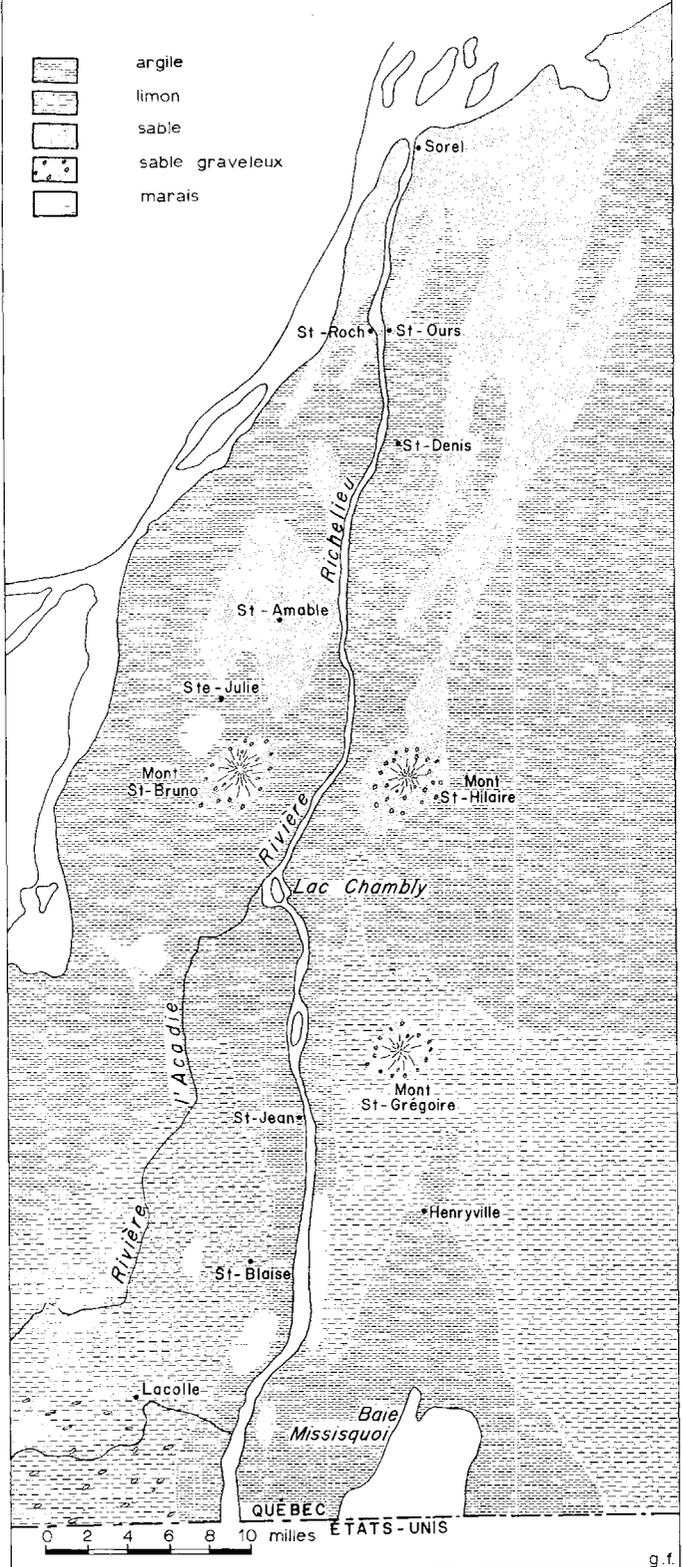
Les conditions d'humidité ne le sont pas moins. L'évapotranspiration réelle résulte de la chaleur et des précipitations, notamment celles de l'été (mai-septembre). Le bilan indique un déficit hydrique d'un demi à un pouce pour le Richelieu contre 4 dans Essex et zéro dans le Lac-Saint-Jean. Pourtant les précipitations sont assez abondantes avec 16 à 17 pouces pendant la saison de croissance. Mais l'évapotranspiration réelle demeure plus affectée par la chaleur que par l'humidité. L'humidité relative moyenne se tient autour de 60% à 14 heures de mai à septembre inclus, mais cette période compte en moyenne 60 jours secs (0-49% d'humidité) contre 20 jours humides (80-100%). La fréquence des jours secs est plus forte en mai et août, alors que les jours humides se répartissent également. Les risques de sécheresse sont aussi plus grands que ceux d'une trop forte humidité. Le déficit hydrique reste toutefois minime et ne nécessite pas de système d'irrigation ou d'arrosage comme dans Essex ou la Prairie. L'évapotranspiration réelle de 22 pouces, établie sur la quantité totale d'eau absorbée par la végétation durant la saison de croissance, s'avère particulièrement favorable à la culture fourragère. Dans la classification des possibilités agricoles du climat telle qu'établie par F.B. Watts, le Richelieu entre dans la catégorie 111 A, qui présente des conditions avantageuses pour l'agriculture⁵. Cette classification se fonde sur l'évapotranspiration potentielle comme indice de rendement thermique et le déficit hydrique d'été comme indice d'humidité. Dans la classification de Chapman et Brown, où l'indice thermique résulte de la combinaison du nombre moyen de degrés-jours au-dessus de 42°F. et de la durée moyenne de la période sans gel et l'indice hydrique, de la combinaison du déficit d'eau et des précipitations d'été en rapport avec le seuil de 2 600 degrés-jours, la région tombe dans les catégories 3H et 3K, reconnues favorables à l'agriculture et l'élevage⁶.

⁴ CHAPMAN, L.J. et BROWN, D.M., *Les climats du Canada et l'agriculture*, Ottawa, ARDA, Rapport n° 3, 1966, page 10.

⁵ WATTS, F.B., « Le climat, la végétation et les sols » dans *Le Canada : une interprétation géographique* (L. Beaugard, éd.), Toronto, Methuen, 1970, page 112.

⁶ CHAPMAN, L.J. et BROWN, D.M., *op. cit.*, pages 14-18.

VALLÉE DU RICHELIEU LES SOLS



Nous disposons d'une cartographie complète des sols du Richelieu, accompagnée d'une analyse des sols. À cette documentation pédologique s'ajoutent les recherches effectuées dans le cadre de l'Inventaire des terres du Canada depuis 1964. C'est ainsi que nous disposons maintenant de cartes sur l'utilisation actuelle du sol, qui seront suivies prochainement de cartes des possibilités agricoles des sols. Les documents déjà disponibles nous permettraient d'étudier en détail le potentiel agricole de la vallée du Richelieu, compte tenu des possibilités agricoles du climat. Dans une optique de planification et d'aménagement, il faudrait toutefois pouvoir utiliser des cartes de potentiels intégrés (agricole, forestier, récréatif et faunique), ce qui deviendra possible dans un proche avenir.

Le Richelieu agricole est avant tout un pays d'argile (figure 2). Il s'agit d'une argile d'origine Champlain, épaisse et soumise à la podzolisation. À cause d'une absence de relief, le drainage y présente des problèmes sérieux. Dans le Bas-Richelieu, des terrasses de sable surmontent l'argile et s'étirent au nord des monts Saint-Bruno et Saint-Hilaire, de part et d'autre de la rivière. Dans la région de Sorel, le sable couvre les deux rives. En général, les grandes cultures occupent les zones argileuses et la forêt recouvre les zones de sable. Signalons cependant deux exceptions : les hautes terrasses sablo-graveleuses des monts Saint-Bruno et Saint-Hilaire ont attiré des vergers de pommiers et les sables de Saint-Amable, des cultures légumières, qui sont nettement en recul depuis quelques années. Dans le Haut-Richelieu, entre le lac Champlain et le lac Chambly, l'argile se resserre sur la rivière au sud de Saint-Jean et cède la place à des terrasses de limon sableux. À l'ouest, dans Saint-Blaise, Napierville et Hemmingford, on retrouve plusieurs zones de sols organiques ; au sud de Lacolle, la topographie devient ondulée et les sols, plus sableux et graveleux (till remanié). À l'est au contraire, l'argile se dilate autour de la baie Missisquoi vers Henryville et se transforme souvent en marécages et tourbières. L'agriculture exploite l'argile, le limon sableux (foin) et les terres noires (légumes) alors que les vergers se réfugient sur les terrasses sablo-graveleuses du mont Saint-Grégoire. La principale contrainte physique de l'agriculture dans la plaine unie du Richelieu tient au drainage. En somme, le léger déficit hydrique d'été vient améliorer le drainage lent de la région, mais pas assez malheureusement. La solution revient, semble-t-il, au drainage souterrain. Le surcreusement des fossés et des ruisseaux n'a pas encore réglé le problème (photo 1).

Figure 2 Les dépôts meubles de la vallée du Richelieu comprennent, pour plus de la moitié, de l'argile que l'on retrouve presque tout le long de la rivière. Cette argile déposée par l'ancienne mer de Champlain à l'époque post-glaciaire se présente sous de fortes épaisseurs, notamment dans le Bas-Richelieu. Cette région porte aussi de longues traînées de sable, plus particulièrement à l'est, entre le mont Saint-Hilaire et le lac Saint-Pierre.

Dans le Haut-Richelieu, le limon l'emporte. Il s'agit de la « terre franche » qui est en fait un till glaciaire remanié. Le limon occupe de vastes espaces tant à l'est (comté d'Iberville) qu'à l'ouest entre le Richelieu et l'Acadie. C'est dans cette dernière zone qu'on trouve quelques étendues de terre organique. Près de la frontière internationale, le sol devient plus graveleux et ondulé.

À noter que les collines montérégiennes de Saint-Bruno, Saint-Hilaire et Saint-Grégoire sont auréolées de terrasses de sable et de gravier. Les rives du Richelieu, au sud de Saint-Jean, portent aussi des rubans d'alluvions récentes encore soumis aux inondations.



(Photo Ludger BEAUREGARD, Août 1970)

Photo 1 Travaux de drainage à Sainte-Brigide, comté d'Iberville.

L'agriculture a été jusqu'ici conditionnée par le drainage de surface. Après le déboisement de son lot, le fermier a dû prendre des moyens pour se libérer des eaux de printemps. Il était alors avantageux de se trouver près d'un cours d'eau comme le Richelieu, qui pouvait drainer les terres adjacentes. Les cultivateurs installés sur les rangs intérieurs ont dû aménager des cours d'eau de surface. Des lois municipales réglementent l'aménagement et l'entretien des ruisseaux et des fossés et déterminent les servitudes. Les premiers travaux se sont faits à la pelle et sous forme de corvée, mais depuis 1930 le ministère de l'Agriculture met à la disposition des cultivateurs des machines qui leur sont louées. La décennie 1950-60 a connu le principal essor des travaux de drainage, et depuis lors on a surtout entrepris le surcreusement des ouvrages précédents. Les premiers travaux de drainage souterrain remontent à 30 ou 40 ans, mais ils ne sont vraiment favorisés par le gouvernement que depuis une quinzaine d'années. Le Service de l'hydraulique agricole date de 1945 et offre aux cultivateurs une aide technique, des subventions et des fossoyeuses. Depuis 1962, le drainage souterrain a fait des progrès, malgré le coût élevé de l'entreprise (\$200 l'acre). En 1970, on estime que les cultivateurs du Richelieu poseront de 5 à 6 millions de pieds de drains. Le drainage reste toujours une priorité dans la région.

Les possibilités agricoles du climat et des sols dans le Richelieu comptent ainsi parmi les meilleures au Québec. Une seule ombre au tableau, le mauvais drainage. La technique peut le corriger comme les amendements et la rotation des cultures entretiennent la fertilité des sols. Mais nous allons voir que la connaissance et l'application des bonnes techniques dans l'agriculture et l'élevage s'avèrent, comme le drainage, lentes à conquérir la vallée du Richelieu.

II — LE RICHELIEU DU CASTOR : 1665-1760

Les premiers défrichements dans la vallée ont lieu à des endroits bien choisis : Sorel, Chambly, Sainte-Thérèse, Saint-Jean et l'île de La Mothe. Reconnaissons d'abord aux officiers français le talent qui leur a permis

d'exploiter du premier coup les meilleurs sites de la région. Pour la construction des forts et des habitations, la forêt offre une abondance de matériaux. À l'intérieur des palissades de pieux, la vie s'organise mais à la mode militaire. On entreprend bien de défricher les alentours du fort pour cultiver la terre, mais la chasse et la pêche occupent davantage les soldats de la garnison. La forêt renferme du gibier dont le chevreuil, le plus savoureux ; la rivière se révèle très poissonneuse et les pêcheurs en sortent de l'achigan, de l'anguille, du brochet, du doré, etc. . Le Haut-Richelieu formera ainsi un paradis de chasse et de pêche pour les militaires pendant près d'un siècle : le secteur de la rivière du Sud était particulièrement fréquenté pour la pêche et la chasse aux oiseaux aquatiques, principalement le canard. Mais avant tout, nous croyons que la chasse au castor restait la principale préoccupation des soldats. Le Richelieu et ses affluents en contenaient en bon nombre encore, le lac Champlain aussi. C'était à l'époque l'activité la plus payante et l'histoire rapporte que les forts Sainte-Thérèse et Saint-Louis de Chambly sont devenus des postes de traite. Chambly surtout prit part au trafic des fourrures pendant ses premières années. C'est un peu la raison du retard de la colonisation autour du fort.

Nous savons par ailleurs que le Richelieu est lié au commerce des fourrures. Le marquis de Tracy l'a fortifié pour aller battre les Iroquois du lac Champlain, amis des Anglais et ennemis des Français, mais aussi intercepteurs des convois de fourrures au large de Sorel. Nous disions plus haut que Chambly a été le principal poste de traite sur le Richelieu de la fin du XVII^e siècle. La colonisation des seigneuries de Sorel et de Chambly a dû lutter pour ainsi dire avec le commerce des pelleteries. Celle du Haut-Richelieu en a été victime, à témoin ce Boileau, premier colon de la seigneurie de Léry, qui abandonne sa ferme en 1744 pour devenir traiteur avec les Abénaquis⁷. Le Richelieu supérieur est en outre demeuré longtemps une chasse gardée pour les militaires. La rivière a aussi favorisé la contrebande des fourrures vers Albany. Bref, le Richelieu est né sous le signe du castor.

Mais la chasse et la pêche ne pouvaient pas demeurer longtemps la seule forme d'exploitation de la vallée ; le bois et surtout la terre destinaient la région à d'autres activités. Les premiers essais de colonisation ont lieu aux abords des forts de Chambly et de Sorel. Le colon, souvent soldat licencié, défriche un coin de terre et l'ensemence pour y moissonner des grains. Le bois abattu lui sert de matériau de construction et de combustible. Pour avoir une idée des premiers résultats dans ce domaine, nous possédons un recensement. En 1681, à Chambly, une famille avec 4 enfants cultivait sept arpents de terre et élevait deux bêtes à cornes. Le plus riche pionnier, en même temps trafiquant de fourrures, avait travaillé 15 arpents et possédait 6 bêtes à cornes. À Sorel, les vingt familles de la seigneurie avaient cultivé 150 arpents de terre et se partageaient 43 bêtes à cornes, 62 moutons et 18 chèvres. En définitive, le colon possédait en moyenne 7 à 8 arpents en culture et 2 bêtes à cornes.

Nous lisons dans les Relations des Jésuites que « les forts du Richelieu voyent autour d'eux des campagnes défrichées couvertes de très beaux

⁷ DEMERS, Ph., *Saint-Paul de l'Île aux Noix*, Saint-Jean, Le Canada-Français, 1948, page 2.

blés »⁸. Au jugement de Frontenac en 1672, c'est Chambly qui a le mieux réussi et qui possède la plus jolie habitation de la colonie. Mais quand Gédéon de Catalogne écrit son mémoire en 1712, les choses ont changé. Ce dernier note « qu'il y a peu d'habitants faute du seigneur qui la néglige ». Toutefois « les bois de construction y sont plus abondants qu'ailleurs »⁹. L'auteur signale aussi que Sorel est « le seul entrepôt entre Montréal, Trois-Rivières et Chambly ». La situation de la seigneurie paraît « si avantageuse que l'on y pourrait placer plus de 300 habitants favorisés de la chasse et de la pêche qui s'y peut faire en tout temps ». Enfin, dit-il, « la rivière Richelieu, qui est bordée de très belles terres et de très beaux bois, est fort négligée »¹⁰.

Cette exploitation pionnière manque de force pour plusieurs raisons. L'ombre de la traite des fourrures plane sur le Richelieu en même temps que l'inquiétude de la guerre. Dans cette atmosphère, le pionnier se fait plutôt soldat et chasseur qu'agriculteur.

Après 1720, les colons s'établissent au bord de l'eau entre Sorel et Chambly. Le défrichement côtier progresse lentement, mais toutefois vingt ans plus tard, on peut procéder à quelques organisations paroissiales. Le censitaire obtient du seigneur un lot couvert de forêts. Il doit d'abord abattre les arbres et se construire une cabane en bois rond. La famille s'installe et entreprend la culture des grains et des légumes dans la terre neuve. Les premières moissons sont opulentes, mais l'agriculture ne dépasse pas le stade primitif.

Voici les principales caractéristiques de cette première exploitation agricole telle que décrite par Pierre Kalm en 1749. Avant d'arriver au fort Saint-Jean, il remarque que le pays est tout cultivé et une continuelle variété de champs de blé, de pois et d'avoine se présente à sa vue. Le sol est encore tellement fertile qu'il n'est pas nécessaire de le laisser en friche. Pourtant il ajoute plus loin qu'une moitié des champs est labourée, l'autre laissée en friche pour le pâturage. On sème du blé de printemps, de l'orge, du seigle et de l'avoine. L'ensemencement se fait ordinairement vers le 15 avril et la récolte commence vers la fin d'août. Le blé rapporte généralement 15 ou 20 minots pour un, l'avoine de 15 à 30. Le rendement des pois va parfois jusqu'à 40. La charrue et la herse constituent tout l'outillage aratoire du paysan. On fume les friches au printemps. L'orge et l'avoine ne servent qu'aux animaux¹¹. Voilà ses observations sur l'agriculture de l'époque. Quelques années plus tard, Franquet notera que « les seigneuries du Richelieu produisent beaucoup de grains et que c'est même l'un des cantons du Canada qui en produit davantage »¹². Bref, de 1740 à 1760, l'agriculture se développe dans la vallée, mais avec des hauts et des bas. Les conditions de culture restent bien primitives. La lourde charrue tirée par des boeufs ne permet pas un

⁸ *Relations des Jésuites 1666-67*, page 3.

⁹ GÉDEON DE CATALOGNE, « Mémoire... », *Bulletin des Recherches Historiques*, XXI, 9 et 10, 1915, page 297.

¹⁰ *Ibid.*, pages 297-298.

¹¹ KALM, P., « Voyage de Kalm en Amérique », *Mémoires de la Société d'histoire de Montréal*, 8, 1880, pages 39, 40, 221.

¹² FRANQUET, L., *Voyages et mémoires sur le Canada*, Institut Canadien de Québec, 1889, page 92.

labour en profondeur. La fumure des champs n'est certes pas une pratique généralisée. Il faut en outre tenir compte de la température souvent défavorable : on lui attribue huit mauvaises récoltes de 1740 à 1760. Trois années de suite en 1741-42-43, les graines de semence ont manqué au printemps, faute d'importations suffisantes : d'où diminution des emblavures et réduction du bétail. Enfin, les conditions morales ne stimulent pas les colons. On reconnaît l'habitant apathique, ce qu'on peut expliquer par l'atmosphère de guerre régnant à la fin du Régime français, et aussi à un manque de débouchés. Les levées militaires nuisent plus ou moins aux semailles et aux récoltes selon les circonstances. En 1759 et 1760, on a sacrifié l'agriculture à la guerre. Le manque de nourriture est une des causes de la défaite de la Nouvelle-France. Par ailleurs, les marchés d'exportation indispensables à l'expansion agricole font défaut. La France expédie du blé pour les semences et pour l'entretien des troupes. Le marché des Antilles n'offre rien d'important, celui de l'Acadie, pas davantage.

L'agriculture d'avant 1760 demeure ainsi une agriculture de subsistance, parfois même déficitaire. Le castor et la guerre en entravent le développement, le climat y porte de durs coups. Le recensement de 1765 nous fixe sur l'état des fermes à cette époque (tableau 2).

Tableau 2 Recensement agricole de 1765

<i>Seigneuries</i>	<i>familles</i>	<i>arpents possédés</i>	<i>minots semés</i>	<i>chevaux</i>	<i>boeufs</i>	<i>jeune bétail</i>	<i>vaches</i>	<i>moutons</i>	<i>porcs</i>
Saint-Ours	116	10 649	2 031	189	121	137	251	289	330
Sorel	235	5 311	767	98	24	60	164	161	229
Chambly	98	8 766	1 177	156	142	131	232	71	250
Saint-Denis	58	6 510	1 211	116	124	111	163	107	193
Saint-Antoine	56	7 376	1 202	107	134	108	156	138	219
Saint-Charles	87	11 832	1 784	164	137	159	247	198	330

Source : *Recensement du Canada 1871*, vol. 4.

Nous voyons par exemple que la ferme moyenne mesure environ 100 arpents, sauf dans la seigneurie de Sorel. Chaque famille ensemece une douzaine de minots de grains et, si l'on applique les rendements signalés par Kalm, chacune récolte à peu près 250 minots. Les chevaux sont déjà nombreux sur la ferme, soit une moyenne de 2 dans Saint-Denis, Saint-Antoine et Saint-Charles. Le colon possède en général un boeuf, celui de Saint-Denis et Saint-Antoine, au moins deux. Les vaches laitières ne sont pas nombreuses, moins de trois par famille. Ce tableau traduit une exploitation bien rudimentaire pour une famille moyenne de cinq personnes. C'est dire que toute la production est consommée sur la ferme et que la famille souffre même de sous-alimentation ; le bétail aussi est mal nourri surtout l'hiver.

L'exploitation du bois intéressa également les pionniers. Ceux de la seigneurie de Chambly ont coupé des mâts de 78 pieds de longueur et de 22 pouces de diamètre, qu'ils ont expédiés aux chantiers navals de Québec.

Dans ses actes de concession, le gouvernement se réservait souvent un droit sur les pins pouvant servir de mâts. Il signait aussi des contrats avec le seigneur pour la fourniture de bordages et de planches, qui étaient destinés à Québec ou à la France. Dès 1732, le Richelieu fournissait du chêne, du noyer, du pin et du cyprès aux chantiers de Québec. Vers la même époque, on a construit un navire aux chantiers de Chambly. Quelques années plus tard en 1742, une barque de 45 tonneaux est bâtie à Saint-Jean et confiée à Joseph Payant dit Saint-Onge, devenu l'amiral du lac Champlain¹³. Par la suite, toutes les barques nécessaires aux opérations militaires sur le lac Champlain sont sorties des chantiers de Saint-Jean. Ainsi la réserve de bois du Richelieu a été utilisée de plusieurs façons : matériau de construction, combustible et matière première aux chantiers navals de Chambly, Saint-Jean, Québec et plus tard Sorel.

Bref, les pionniers du Richelieu chassent et pêchent, défrichent, exploitent le bois et cultivent la terre. L'utilisation qu'ils font du milieu reste forcément rudimentaire à cause de la situation politique et économique de la colonie.

III — LE RICHELIEU DU BLÉ : 1760-1867

La défaite de 1760 oriente les Canadiens français vers la conquête du sol. C'est à partir de cette date que nous pouvons parler d'un peuplement massif dans le Richelieu. Aussi l'étape de 1760 à 1867 couvre-t-elle la période la plus active de l'histoire de la vallée. Elle est marquée, comme nous le verrons, par la culture et le commerce du blé.

Analysons d'abord le mode de culture à cette époque. Tous les observateurs sont unanimes à reconnaître l'état arriéré de l'agriculture. Les témoignages ne manquent pas de force. Gray écrit :

« The Canadians are but poor farmers. Indeed they are generally so in more senses of the word than one. They are accused of indolence, and an aversion to experiment or the introduction of any changes in their ancient habits and customs . . . »¹⁴

En 1831, un voyageur note en arrivant à Saint-Jean :

« We were now among the Habitants of Lower Canada. The population is almost entirely French : a careful, contented race and who ought to be supremely happy, is « ignorance is bliss » . . . The farms are extremely inconvenient, presenting a narrow front with a depth sometimes two or three miles in extent. The houses, stock and system of farming seem very indifferent. The swine, in particular, seemed to be living examples of every bad point which it was possible to bring together. Bees, a symptom of industrious economy, were abundant upon every farm . . . The soil is clay and, in this part of the country, not apparently of the most fertile description. Lime, I believe, is almost unknown in its agricultural application. The system of cropping pursued is sufficiently simple : corn-crop after corn-crop, until

¹³ DEMERS, Ph., *Quelques études sur notre histoire régionale*, Saint-Jean, Éditions du Canada-Français, 1946, page 18.

¹⁴ GRAY, H., *Letters from Canada in 1806-7-8*, London, Longman, 1909, page 136.

the land refuses any return and then abandoning it to nature, to recover some portion of fertility, upon which the farmer may again commence his sourging rotation »¹⁵.

Enfin la description de Bouchette souligne les mêmes faiblesses :

« Il est bien à désirer que dans le Bas-Canada, le système de culture fût aussi bon que la terre sur laquelle il s'exerce : les richesses de l'agriculture formeraient une source abondante et inépuisable ; car si l'excellence naturelle du sol et la bonté du climat, qui ont à lutter contre les désavantages d'un mode de culture inférieur pour ne pas dire mauvais, sont capables de fournir des récoltes de 15 à 18 pour un, que ne devrait-on pas attendre si les améliorations modernes, tant dans les instruments que dans la culture, y étaient mis en usage. Malheureusement le fermier canadien n'a point eu jusqu'ici les moyens de s'instruire des nouvelles méthodes . . . Il continue de cultiver son champ suivant les mêmes règles que ses ancêtres »¹⁶.

Ces jugements pertinents ne laissent aucun doute : l'agriculture souffre de la routine. Pouvait-il en être autrement ? Les fils s'établissent sur une partie de la terre paternelle ou tout près et suivent les pratiques agricoles de la famille. Il leur manque l'exemple de procédés plus modernes et c'est d'ailleurs l'opinion de Bouchette¹⁷. Ce mode d'établissement l'un près de l'autre perpétue les traditions et engendre la routine. Fergusson le souligne dans ses notes de voyage en 1831 :

« The soil is generally occupied in small possession which continue, with the exception of some large seignories and church lands, to fritter more and more away, from the absence of a check in the law of primogeniture, and a want of enterprize in the people, which might lead them to counteract this effect by entering on new land. The habitants are industrious, frugal, and contented ; but their condition, to say the least, is almost stationary, and the habits or practices of their fathers are far too scrupulously revered »¹⁸.

Il semble aussi que les Canadiens français manquent de goût et d'ardeur pour l'agriculture. Weld écrit à la fin du XVIII^e siècle : « l'honneur de découvrir et de défricher un nouveau terrain les touche peu. Ils regardent les travaux de l'agriculture comme des occupations secondaires et ils ne s'y livrent qu'avec une sorte de répugnance »¹⁹. Au début du siècle suivant, John Lambert répète la même chose : « The French Canadians are not possessed of any agricultural enterprize or spirit »²⁰. S'il faut croire ces deux voyageurs étrangers, les fils des anciens soldats et coureurs de bois ne prisent pas beaucoup l'asservissement de la terre. Ils s'y résignent sans enthousiasme. Leur métier préféré de trappeur et de trafiquant de fourrures n'offre plus autant de débouchés. Les marchands anglais de Montréal et la Compagnie

¹⁵ FERGUSSON, A., *Practical Notes made during a Tour in Canada*, Edinburg, Blackwood, 1833, pages 58-59.

¹⁶ BOUCHETTE, J., *Description topographique du Bas-Canada*, Londres, Faden, 1815, pages 65-66.

¹⁷ *Ibid.*, page 70.

¹⁸ FERGUSSON, A., *op. cit.*, page 259.

¹⁹ WELD, I., *Voyage au Canada pendant les années 1795, 1796, 1797*, Paris, De Munier, 1797, 11, page 163.

²⁰ LAMBERT, J., *Travels through Canada in 1806, 1807 and 1808*, London, Baldwin, 1816, I, page 135.

du Nord-Ouest dirigent maintenant le trafic des fourrures. Ils engagent évidemment des *voyageurs* canadiens-français mais en petit nombre, soit environ 2 000 vers 1810. Lambert souligne toutefois en passant à Sorel que :

« the country people in the vicinity are mostly employed as voyageurs in the North-West fur trade and the cultivation of their small farms is left to their wives and children. When they return home, they seldom bring more than enough to support them during the winter. The soil is thus neglected and the town is badly supplied with provisions »²¹.

Cette occupation disparaît d'ailleurs en 1821, quand la Compagnie de la Baie d'Hudson absorbe sa rivale de Montréal.

Dans ces conditions, l'agriculture peut difficilement progresser. On emploie encore la lourde et antique charrue à deux roues, tirée par des boeufs ou des chevaux ; cet instrument rudimentaire ne permet qu'un labour superficiel. L'emploi de l'engrais n'est pas répandu. Weld le remarque :

« on aura une idée de la fertilité du sol lorsque l'on saura que les Canadiens ne sont pas dans l'usage de fumer leurs terres, qu'ils ne les laissent jamais reposer et que malgré cela ils en retirent constamment d'abondantes récoltes . . . Ce n'est que depuis quelques années qu'un petit nombre d'entre eux a adopté l'usage de l'engrais, mais tous les autres s'obstinent à suivre la coutume de leurs pères »²².

P. Campbell observe que certains fermiers déposent des tas de fumier sur leur terre et ne prennent pas la peine de l'étendre ; d'autres font pis :

« the dung is laid upon the ice so as to be carried off by the floods in spring. The Canadians are perhaps the worst farmers in the world »²³.

Un autre observateur souligne la même lacune :

« The Canadian farmer is not sufficiently aware of the value of manures and of artificial grasses : nor does he seem to reflect that it is more advantageous to have a small farm of good land in high cultivation than a large farm half laboured or neglected. He ploughs the same field and sows in it the same sort of grain twenty times over ; he does not think of a routine of crops, nor does he renovate the exhausted soil by the addition of manures ; the only remedy he knows for land so exhausted as to yield little or no return, is to let it lie fallow for some time. It is in vain to endeavour to convince him of his error : nothing but example will produce any good effect. This they begin to have »²⁴.

Quant à la rotation, la citation précédente nous apprend son inexistence : le cultivateur sème des grains sur les mêmes lopins de terre, année après année. Quand le sol est épuisé, il le laisse reposer et ensuite recommence la même culture. Les fermiers plus intelligents suivent une rotation d'un an : après avoir cultivé un lopin de terre, ils le laissent en jachère l'année suivante. C'est la meilleure pratique de l'époque, qui s'est probablement imposée d'elle-même par suite de l'épuisement du sol. Reste enfin le

²¹ *Ibid.*, page 509.

²² WELD, I., *op. cit.*, page 107.

²³ CAMPBELL, P., *Travels in North America in 1791-92*, Toronto, The Champlain Society, 1937, page 113.

²⁴ GRAY, H., *op. cit.*, pages 137-138.

problème de l'égouttement. Quantité de terres du Richelieu sont marécageuses et quantité d'autres à forte teneur de glaise souffrent d'un mauvais drainage. Les moyens dont on dispose à l'époque pour améliorer l'égouttement des terres restent bien inférieurs à la tâche. D'ailleurs, ce problème n'est pas encore complètement résolu dans la vallée. Labour superficiel, manque d'engrais, rotation annuelle et mauvais drainage, voilà les défauts de l'agriculture durant cette étape séculaire.

À quelles causes peut-on attribuer cet état des méthodes de culture ? D'abord l'étonnante fertilité de la terre neuve, telle que mentionnée par Weld plus haut, engendre le laisser-aller et la routine. Pourquoi fumer la terre quand elle rapporte de 20 à 30 pour un ! La facilité d'obtenir de la terre oriente vers la culture extensive plutôt qu'intensive. L'immense domaine paternel mesure parfois de 2 à 3 milles de profondeur, ce qui constitue une réserve de terre pour au moins deux générations. Les seigneuries longtemps demeurées vides dans le Haut-Richelieu invitent les véritables défricheurs du Bas-Richelieu. Mais au lieu de passer à la culture intensive par l'amélioration de leurs techniques agricoles, les *habitants* devenus à l'étroit dans la vallée après 1820 préfèrent l'émigration aux États-Unis. Il faut aussi tenir compte de l'isolement après 1760. Les immigrants américains et britanniques, instruits des méthodes progressives de culture, s'installent au début du XIX^e siècle dans le Haut-Richelieu et leur exemple n'influence les Canadiens français que vers 1815. L'esprit paysan enfin, esprit de béate satisfaction observé par tous les voyageurs, demeure un obstacle au progrès ; il tend plutôt à la routine. Reste en dernier lieu la médiocrité des marchés : celui de la région demeure très faible étant formé de quelques villes, forts, chantiers et distilleries, le marché extérieur subit des fluctuations déconcertantes. Ainsi, sans stimulus économique, la masse paysanne ne cherche pas à perfectionner ses méthodes agricoles ²⁵.

Malgré ces pratiques défectueuses, la production des grains et des légumes est abondante. On cultive du blé, de l'avoine, de l'orge, du seigle, du maïs, des pois, du foin, du tabac, des pommes de terre, etc. . Mais le blé domine toute l'agriculture : c'est la céréale la plus cultivée. Les chiffres de production font malheureusement défaut pour la période à l'étude. En voici toutefois quelques-uns pour Saint-Denis, qui représente bien la situation générale. En 1769, la paroisse produit 13 000 minots de blé, en 1834, 19 000 minots, en 1846, 11 000 minots et en 1851, 19 672 minots. Ce n'est pas là la production de la plus grosse paroisse à blé du Richelieu et pourtant les chiffres sont considérables. Le blé tient donc la vedette dans toutes les fermes, mais c'est aussi cette céréale qui a le plus épuisé les terres. On le cultive sans tenir compte des assolements et les rendements restent quand même élevés. Si l'on a pu parler toutefois d'une production de 40 boisseaux à l'acre vers 1790, au recensement de 1851, le rendement tombe à moins de 10. Les emblavures ont d'ailleurs subi le ravage des insectes : la mouche de Hesse de 1805 à 1816 et la mouche à blé de 1834 à 1836 ²⁶. Un voyageur

²⁵ SÉGUIN, M., *La nation canadienne et l'agriculture*, Thèse de Ph.D., Université de Montréal, 1947, page 118.

²⁶ DUPONT, E., *Essai sur les insectes et les maladies qui affectent le blé*, Montréal, 1857, page 37.

observe en 1840 : « the country from Chambly after riding a few miles affords a scene of plentiful crops : hay, peas, barley and wheat the latter all rusted »²⁷. Ainsi l'ère du blé a connu ses beaux jours de 1790 à 1815.

L'avoine arrive ordinairement au second rang et sert de nourriture aux animaux. Les pois occupent une place importante dans la production : n'oublions pas que la soupe aux pois avec le lard salé entrent dans le menu quotidien des *habitants*. Le houblon et le seigle se cultivent pour les brasseries et les distilleries. La culture de la pomme de terre, introduite par les Loyalistes vers 1795, accomplit de grands progrès. Le Haut-Richelieu en produit beaucoup et Palmer note en 1817, qu'entre Saint-Jean et Montréal, il a vu : « more potatoes than I have noticed growing in the same distance anywhere in America »²⁸. Bouchette fournit les données suivantes pour 1831 : 29 000 boisseaux dans Lacolle, 36 000 dans Foucault, 10 700 dans Sabrevois, 26 000 dans Saint-Charles, 30 000 dans Saint-Denis, 39,000 dans Saint-Ours et 27 500 dans Sorel. La pomme de terre prend donc de l'expansion au début du XIX^e siècle. Le chanvre et le lin connaissent moins de succès. Murray a le premier recommandé en 1763 la culture du chanvre, qui aurait trouvé un marché intéressant en Angleterre. Mais Isaac Weld notait en 1795 que « le sol est très propre à la culture du chanvre et l'on n'a rien négligé pour l'encourager. Mais il est presque impossible de déterminer les Canadiens français à renoncer à leurs anciens usages »²⁹. Le foin connaît un meilleur sort. Vers 1850, les paroisses du Bas-Richelieu en produisent plusieurs milliers de tonnes chacune. Un jour qu'il visite Chambly en compagnie du seigneur Yule, Russell observe que :

« the soil consists of a coarse light coloured clay, and the greater part of it appeared to be in timothy grass, which is cut for hay. In the ferry boat we crossed with about forty small farmers, having horses and carts, who had been to town with hay and other farm produce . . . Hay is driven to town from a distance of sixteen miles. Indeed, the whole system pursued here involves an enormous waste of labour. The produce of the best soils is 3 000 lbs. to the acre, but much of the land is anything but fertile, and will not yield half this quantity »³⁰.

Ainsi les pratiques agricoles restent médiocres, malgré le succès éphémère du blé. La « Lower Canada Agricultural Society » recommande aux cultivateurs en 1852 d'abandonner la culture épuisante du blé, qui ne peut pas compter sur un marché certain. Elle encourage l'ensemencement de l'avoine en demande aux États-Unis. Elle propose de développer l'élevage et de nourrir les animaux avec les grains et le foin cultivés sur la ferme. Elle souligne aussi la demande plus soutenue de beurre et de fromage. Malgré ces judicieuses recommandations, l'agriculture est longtemps demeurée traditionnaliste. Pourtant dans le Haut-Richelieu, des établissements loyalistes prospèrent. Bouchette voit à Odelltown « des champs bien labourés, des récoltes bien dirigées, des jardins plantés avec économie, des vergers en

²⁷ TAYLOR, H., *Journal of a Tour from Montreal, Quebec, Cowan*, 1840, page 23.

²⁸ PALMER, J., *Journal of Travels in the U.S.A. and in Lower Canada in 1817*, London, Sherwood, 1818, page 209.

²⁹ WELD, I., *op. cit.*, page 105.

³⁰ RUSSELL, R., *North America, its agriculture and climate*, Edinburg, Black, 1857, page 60.

plein rapport et surtout de bonnes routes . . . »³¹ . La routine l'emporte donc encore sur l'exemple.

L'élevage ne paraît guère meilleur que l'agriculture. Le bétail mange bien l'été dans les pâturages et les boisés, mais il manque souvent de grains et de foin durant l'hiver. Voici deux témoignages sur la qualité des animaux. Campbell écrit en 1791 :

« their horned cattle are perhaps the worst in the world and their horses the best : the former are ill-made, big bellied, thin quartered, and poor as carrion . . . While the latter are plump, round, well made, stout and full of spirit »³² .

Quinze ans plus tard, John Lambert décrit le bétail comme suit :

« The cattle in Canada are rather diminutive being mostly of the small Norman breed . . . the horses are strong and swift, many of them handsome . . . the cows and oxen are small, lean and poor : keeping them so many months confined in stalls, during which they are poorly fed contributes much to their meagre appearance. The sheep are small and have but little fleece. Their wool is coarse but answers the purposes of the habitants, who clothe themselves with it. Swine are very numerous for they constitute the chief subsistence of the French Canadians. The poultry are in general very good. The farmers keep only a sufficient number of cattle for their own consumption and for breeding during the winter ; the rest they kill and take to market »³³ .

Ainsi le bétail semble dégénérer ici à cause du long hivernage dans l'étable. De tous les animaux, c'est le cheval qui est le mieux soigné et jusqu'en 1850, il est reconnu comme le meilleur d'Amérique. Par contre, les porcs « were the most despised of the livestock of Lower Canada »³⁴. En général, l'élevage répond aux besoins de la famille lui fournissant le lait, la viande, la laine et le travail. Nous le voyons bien par les chiffres du recensement de 1851 : le fermier du Richelieu garde en moyenne 3 ou 4 vaches et autant de chevaux, 6 ou 7 moutons et 3 ou 4 porcs. L'élevage n'a donc pas beaucoup progressé depuis cent ans.

Le défrichement de la vallée se poursuit à un rythme rapide après 1760. Les colons se montrent meilleurs bûcherons qu'agriculteurs. Mais certaines pratiques de défrichement se révèlent un peu trop primitives, en particulier celle qui consiste à déboiser un lopin de terre en mettant le feu à la forêt. Certains rangs portent le nom de « Brûlé » en souvenir de ces brûlis, par exemple celui de Saint-Antoine. Au mois d'août 1816, Francis Hall observe du pain de sucre du mont Saint-Hilaire « volumes of smoke from casual or intentional burning of woods everywhere clouded the horizon »³⁵. Il y a aussi les feux de forêt, qui ravagent le pays comme celui de 1788 dans la région de Saint-Jean³⁶. Il semble que le Haut-Richelieu profite le plus de l'exploitation du bois au cours de la période. Le bois de construction sert aux colons, mais aussi aux chantiers navals de Sorel et à ceux de Saint-Jean

³¹ BOUCHETTE, J., *op. cit.*, page 183.

³² CAMPBELL, P., *op. cit.*, page 114.

³³ LAMBERT, J., *op. cit.*, pages 138-139.

³⁴ LAMBERT, J., *op. cit.*, page 143.

³⁵ HALL, F., *Travels in Canada and the United States in 1816 and 1817*, London, Longman, 1818, page 139.

³⁶ WELD, I., *op. cit.* page 24.

et de l'île aux Noix, d'où sort la flottille anglaise qui fait la guerre sur le lac Champlain de 1812 à 1814. Cette flottille de 19 embarcations comprend cinq canonnières et des barques ; elle est détruite à Plattsburg en 1814. La présence des scieries nous révèle aussi le rôle que tient la forêt dans l'activité humaine de l'époque. Dans son dictionnaire de 1831, Bouchette relève 4 moulins à scie dans la paroisse de Lacolle, 2 dans Saint-Georges-de-Foucault, 1 à Henryville, 1 à Chambly, 2 à Saint-Ours. Ce relevé bien sommaire est heureusement complété par celui du recensement de 1851. À l'époque, une vingtaine de moulins à scie fonctionnent dans la vallée ; ils se situent dans la région des monts Saint-Bruno (4), Saint-Hilaire (2) et Johnson (1), dans le Haut-Richelieu (7), à Saint-Mathias (2) et à Sainte-Victoire (2). On voit que l'industrie du bois se tient près des réserves forestières du temps.

À côté de ces scieries, qui fonctionnent en rapport avec l'exploitation du bois, il faut souligner les industries suscitées par l'exploitation agricole. D'abord les moulins à farine. Ces derniers naissent avec les seigneuries, puisque le seigneur doit bâtir un moulin banal sur son domaine. Mais dans la première moitié du XIX^e siècle, ils se multiplient : on en compte une trentaine en 1851. Ils sont installés sur la rivière comme ceux de Chambly et d'Iberville, qui tournent sur les rapides ; on en trouve sur les ruisseaux qui coulent des monts Saint-Bruno et Saint-Hilaire. La rivière des Hurons et la rivière l'Acadie en actionnent quelques-uns de même que des petits ruisseaux tels que celui de Beloeil, de Marieville, de Sabrevois, de Lacolle et de Saint-Thomas-de-Foucault. D'autres tournent par le vent comme ceux de Saint-Denis, Saint-Ours, Saint-Antoine et Saint-Marc. Enfin celui du mont Johnson fonctionne à la vapeur. Mais la meunerie du Richelieu était vers 1831 encore plus active. À l'époque, Saint-Denis compte 9 moulins à farine, Saint-Marc, Saint-Jean-Baptiste et Saint-Charles, 5 chacun, Chambly 4 et Saint-Ours 3. Bouchette relève au moins 40 moulins dans la vallée. C'est l'apogée des vieilles paroisses à blé du Richelieu.

L'agriculture alimente aussi une brasserie à Sorel, une distillerie à Saint-Ours et Lacolle. Taylor voit « two miles up the Richelieu from Sorel, plenty of rye just cut down »³⁷. L'élevage du mouton fournit la matière première à 8 carderies. Un moulin de Chambly se double d'une manufacture de drap : « Mr. Hall's Flour Mill goes by water on the Chambly ; above stairs is a cloth manufactory that makes 12 000 yards cloth per annum »³⁸. En 1863, Drapeau décrit ainsi la même entreprise : « il existe à Chambly plusieurs pouvoirs d'eau d'une grande importance, sur l'un desquels fonctionne aujourd'hui la manufacture de drap de M. T. Willett, qui se trouve dans un état de prospérité qui va toujours croissant. D'importantes améliorations ont été faites à cet établissement en 1862 . . . Cette manufacture prépare journellement 300 verges de drap »³⁹. Une quinzaine de tanneries comptent également sur l'élevage. Il faut enfin ajouter un autre type d'industrie relevant du bois : la « potasserie ». Le Haut-Richelieu l'emporte dans ce domaine avec une dizaine d'établissements, mais Saint-Denis, Saint-Charles, Saint-Ours et Sorel en ont aussi possédé.

³⁷ TAYLOR, H., *Journal of a Tour from Montreal, Quebec, Cowan, 1840*, page 7.

³⁸ *Ibid.*, page 22.

³⁹ DRAPEAU, S., *Colonisation du Bas-Canada 1851-1861*, Québec, Brosseau, 1863, page 298.

Saint-Denis peut servir d'exemple de centre industriel de l'époque. À son âge d'or avant la Rébellion de 1837, le village est doté d'une gamme variée d'industries dont la poterie. Une vingtaine de potiers y fabriquent des terrines, des cruches, des plats et des pots avec de la glaise, dans le bas du village. Vers 1825, une chapellerie ouvre ses portes et embauche 30 personnes ; on y confectionne des chapeaux de castor puis des feutres. La distillerie du docteur Nelson occupe une douzaine d'hommes. Une carrosserie construit des cabs et autres voitures. Enfin on y compte neuf moulins à farine, deux tanneries, deux « potasseries », une huilerie, une horlogerie, une saboterie, une tonnellerie, etc . . . Saint-Denis forme vraiment le bourg le plus industrialisé de ce temps-là.

Le commerce ne le cède en rien à l'industrie. Les villages importants de Sorel, Saint-Ours, Saint-Denis, Chambly et Saint-Jean possèdent un marché ouvert deux fois par semaine. Mais le blé suscite le trafic le plus actif. Plusieurs marchands de Saint-Ours, Saint-Denis et Saint-Mathias, ont de vastes entrepôts sur le bord de l'eau, où des bateaux viennent se charger de grains. Bouchette décrit ainsi cette activité :

« À Saint-Ours résident plusieurs personnes jouissant d'une propriété considérable, qui font le commerce de blé et qui font de grands achats de grain de toute espèce que produisent en abondance cette seigneurie et celles qui sont adjacentes ; ils le chargent dans de grands bateaux et l'envoient à Québec pour être exporté ». À Saint-Denis « entre la rue principale et la rivière, il y a de vastes magasins qui servent principalement de greniers, où l'on amasse une grande quantité de blé des seigneuries adjacentes pour l'exporter, attendu que les terres à plusieurs lieues aux environs de cet endroit passent pour les plus fertiles en grain de tout le district de Montréal »⁴⁰.

Des voiliers et des barques sillonnent alors le Richelieu et s'arrêtent aux quais échelonnés sur la rivière. Certains navigateurs font le commerce des pommes allant les acheter à l'île La Mothe, à Lacolle, Iberville et Saint-Hilaire pour les vendre dans les paroisses du lac Saint-Pierre. C'est aussi l'époque des grands radeaux de bois, qui descendent le Richelieu à partir du lac Champlain. Au début du XIX^e siècle, Gray en parle :

« River Chambly is of great value to Canada because it has its source in lake Champlain from whence great quantities of valuable produce, particularly ship timber and pot-ashes, are annually introduced from the United States »⁴¹.

John Lambert nous a décrit ces pittoresques radeaux :

« the rafts exhibit a curious scene : they have several little sheds or huts erected with boards for the accommodation of the rowers whose number on large rafts frequently consists of upward of 100 or 150. The men employed in this business are chiefly Americans from the State of Vermont »⁴².

Ce bois est conduit aux chantiers maritimes de Québec ou exporté en Angleterre.

⁴⁰ BOUCHETTE, J., *Description topographique du Bas-Canada*, Londres, Faden, 1815, pages 209, 216.

⁴¹ GRAY, H., *op. cit.*, page 134.

⁴² LAMBERT, J., *op. cit.*, page 245.

Ce trafic du bois nous amène à parler des relations entre le Vermont et le Canada par la voie de Saint-Jean. Jusqu'à l'ouverture du canal qui reliera le lac Champlain à l'Hudson, le Vermont reste dans l'hinterland de Montréal. Des marchands de Burlington sont établis à Montréal et dirigent le commerce entre les deux villes. Le trafic reste encore assez important pour justifier la première ligne de voie ferrée entre Laprairie et Saint-Jean en 1836. Ce commerce subit toutes les interventions des gouvernements canadien et américain. Des embargos nombreux essayent de l'arrêter momentanément, mais la contrebande devient alors plus forte. Gray nous donne une idée des échanges canado-américains enregistrés au port de douanes de Saint-Jean en 1806 : les importations d'une valeur totale de 75 546 livres Sterling se composent de potasse, de peaux, de chêne et de cuir à semelle, tandis que les exportations de 66 586 livres comprennent surtout des fourrures. Le commerce avec la région du lac Champlain se poursuit jusqu'au moment où le Vermont et le New York dirigent leurs produits vers le sud. L'échange des chevaux fait partie de ce trafic et retient même l'attention des visiteurs : « the Americans carry on a lucrative traffic with the Canadians for their horses »⁴³.

L'économie de la vallée du Richelieu est en définitive subordonnée à la politique du pays, de l'Angleterre et des États-Unis. La première période de prospérité arrive après 1790 pendant les guerres de Napoléon. L'Angleterre a besoin de blé surtout en 1793-94-95 ; le blé du Richelieu est alors transporté en chalands jusqu'à Québec, puis exporté en Angleterre. D'une façon générale, la période de 1790 à 1830 s'avère bonne et le rhum des Antilles coule à flots dans la région. De 1807 à 1810, pendant l'embargo de Jefferson, la contrebande des produits américains se pratique sur une grande échelle. Pendant la guerre de 1812-14, le porc, la farine et le bétail du Richelieu traversent la frontière en grande quantité. En 1854, le traité de Réciprocité entre le Canada et les États-Unis établit la franchise sur les grains, la farine, le lin, le chanvre, le tabac, les animaux, etc. . Mais en 1866, les États-Unis rescindent le traité. Les marchés anglais et américain n'offrent pas ainsi de débouchés réguliers aux produits agricoles de la région. Le marché intérieur ne suffit pas d'ailleurs à stimuler la production. En fait, l'agriculture traverse une crise de 1830 à 1860 : la culture du blé a ruiné le sol et les marchés font défaut.

La masse paysanne n'a pas évolué, malgré certains signes de prospérité. Le meilleur exemple nous est fourni par les projets de chemin de fer dans la région. Les *habitants* refusent la voie ferrée pour toute sorte de raisons et gardent toute leur confiance dans la navigation. Les projets de relier Sorel à Chambly et Sorel à Saint-Jean tombent à l'eau. Saint-Ours et Chambly connaissent à l'époque des luttes mémorables. Saint-Denis est bientôt détrônée par Saint-Hilaire, Saint-Mathias par Richelieu, quand les chemins de fer viennent traverser la vallée à ces endroits. Le canal de Chambly souffre lui aussi du mal du temps. Projeté pour la première fois en 1787, une loi autorise enfin sa construction en 1818 ; après maintes interruptions, il n'est complété qu'en 1843. Entre-temps, il se produit un véritable délire au sujet des canaux : on projette de relier Saint-Jean à Laprairie, Saint-Charles à Saint-Hyacinthe

⁴³ LAMBERT, J., *op. cit.*, page 140.

et même la canalisation de la rivière du Sud pour joindre la baie Missisquoi au Richelieu. Voilà le reflet de la mentalité des *habitants* du Richelieu : la tradition avant le progrès !

En somme, l'époque de 1760 à 1867 est bien marquée par le blé, la « cash crop » des *habitants* pendant les guerres européennes et américaines. Le commerce de cette céréale a commandé une batellerie, qui effectuait le transport de cette denrée des entrepôts du Richelieu jusqu'à Québec. Le blé a fait la prospérité des paroisses riveraines, considérées comme le grenier du Bas-Canada. Saint-Denis lui doit ses plus beaux jours. Mais l'ère du blé n'est pas éternelle : de 1831 à 1861, le Richelieu doit modifier son économie. Les grosses paroisses à blé succombent : Saint-Charles passe de 15 600 boisseaux à 5 055, Saint-Denis, de 18 200 à 5 040, Saint-Ours, de 26 200 à 1 535 Sorel, de 15 200 à 7 200. Du recensement de 1851 au suivant, les emblavures diminuent de moitié dans toute la vallée (figure 3). Quelle sera donc la planche de salut de cette agriculture qui traverse depuis déjà longtemps une crise de structure, accompagnée périodiquement de crises de conjoncture ? Le Richelieu ne peut plus produire de blé et lui cherche un substitut. On essaie la pomme de terre (1823-44) et ensuite l'avoine après 1842, en même temps qu'on assiste à une recrudescence de l'élevage. Mais ces « staples » n'y arrivent pas. Les techniques n'ont d'ailleurs pas assez évolué comme le rappellent les rapports Taschereau (1818) et Taché (1850). Depuis les années 1830, la conjoncture n'est pas non plus favorable : mauvaises récoltes dues aux techniques médiocres et au climat, qui entraînent des famines (1832), des épidémies de choléra (1834) ; instabilité des marchés extérieurs, qui pousse l'*habitant* à se replier sur une agriculture de subsistance, notamment après 1823.

IV — LE RICHELIEU DU FOIN : 1867-1929

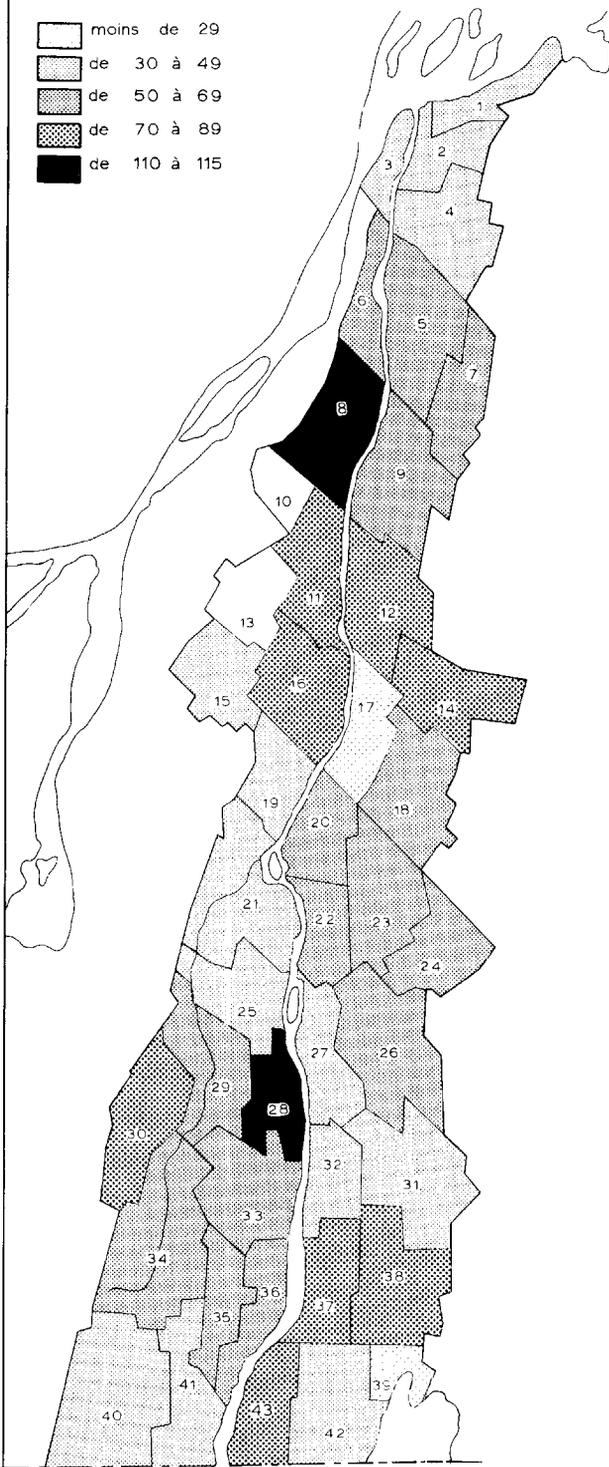
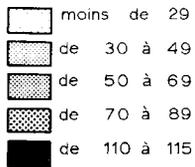
La période de 1867 à 1929 ressemble beaucoup à la précédente. Nous pourrions répéter les mêmes remarques sur l'agriculture avec quelques réserves. Les assolements et les amendements se sont améliorés, mais pas assez. Les instruments aratoires sont plus perfectionnés. Les animaux reçoivent un peu plus d'attention. Ces minces progrès résultent de plusieurs facteurs tels que l'encouragement accordé par le ministère de l'Agriculture en instituant l'Ordre du mérite agricole, la création de cercles agricoles dans les paroisses, la fondation d'écoles d'agriculture et de laiterie, la formation des agronomes et des médecins vétérinaires, la diffusion de revues agricoles, etc. . Nous en trouvons le témoignage dans le rapport du Commissaire de l'agriculture de la province de Québec en 1897. Le document reproduit les lignes suivantes venant du cercle agricole de Saint-Bruno :

« les labours se font avec plus de précautions, grâce aux parties de labour de notre société coopérative. Les cultivateurs en général sèment du trèfle en plus grande quantité comme fertilisant. Les fumiers et autres engrais naturels s'emploient avec plus de discernement. La culture des arbres fruitiers se propage et déjà plusieurs cultivateurs possèdent de jolis petits vergers » ⁴⁴.

⁴⁴ Rapport du Commissaire de l'agriculture de la province de Québec, Québec, Pageau, 1897, page 102.

VALLÉE DU RICHELIEU PRODUCTION DE BLÉ PAR FERME, 1851

boisseaux (60 livres)



- 1 Ste - Anne
- 2 St - Pierre
- 3 St - Joseph
- 4 Ste - Victoire
- 5 St - Ours
- 6 St - Roch
- 7 St - Bernard
- 8 St - Antoine
- 9 St - Denis
- 10 Ste - Théodose
- 11 St - Marc
- 12 St - Charles
- 13 St - Amable
- 14 Ste - Marie - Madeleine
- 15 Ste - Julie
- 16 St - Mathieu
- 17 St - Hilaire
- 18 St - Jean - Baptiste
- 19 St - Basile
- 20 St - Mathias
- 21 St - Joseph
- 22 N - D - de - Bon - Secours
- 23 St - Nom - de - Marie
- 24 Ste - Angèle
- 25 St - Luc
- 26 St - Grégoire
- 27 St - Athanase
- 28 St - Jean
- 29 L'Acadie
- 30 St - Jacques - le - Mineur
- 31 St - Alexandre
- 32 Ste - Anne
- 33 St - Blaise
- 34 St - Cyprien
- 35 St - Valentin
- 36 St - Paul
- 37 St - Georges
- 38 St - Sébastien
- 39 Vanise - zn - Québec
- 40 St - Bernard
- 41 N - D - du - Mt - Carmel
- 42 St - Jacques - le - Majeur
- 43 St - Thomas

0 2 4 6 8 10 milles

La société agricole de Napierville ajoute :

« l'ensilage se répand de plus en plus et il n'y a aucun doute que lorsque nos cultivateurs auront constaté les succès de ceux qui en font et l'économie qui en résulte dans la nourriture des vaches laitières pour la production de lait en hiver, il se construira des silos sur toutes les fermes » 45.

Nous lisons aussi cette remarque du cercle de Saint-Blaise :

« l'emploi des engrais chimiques pour le blé d'Inde et les patates a prouvé qu'ils étaient préférables au fumier comme l'attestent ceux qui ont remporté des prix dans nos concours » 46.

Ces divers témoignages nous montrent que l'agriculture à la fin du XIX^e siècle mène des expériences pour trouver de meilleures méthodes. Elle s'engage lentement dans la voie du progrès, mais il faut attendre l'époque actuelle pour en constater les résultats sur une grande échelle.

La raison de cette lenteur du progrès vient du succès remporté par la culture du foin. Comme à propos du blé, nous pouvons vraiment parler d'une ère du foin dans le Richelieu. Cette culture domine l'exploitation agricole jusqu'au krach de 1929 et atteint son pinacle avant la guerre de 1914-18.

Tableau 3 Superficie et production du foin dans le Richelieu

	Superficie en acres	Production en tonnes
1881	121 004	116 694
1891	227 558	186 900
1911	227 650	308 985
1921	237 011	195 397

Source : *Recensement du Canada, 1881, 1891, 1911, 1921.*

Le tableau 3 sur la superficie et la production du foin dans la vallée nous montre que de 1881 à 1891, l'étendue réservée à la culture du foin a presque

45 *Ibid.*, page 113.

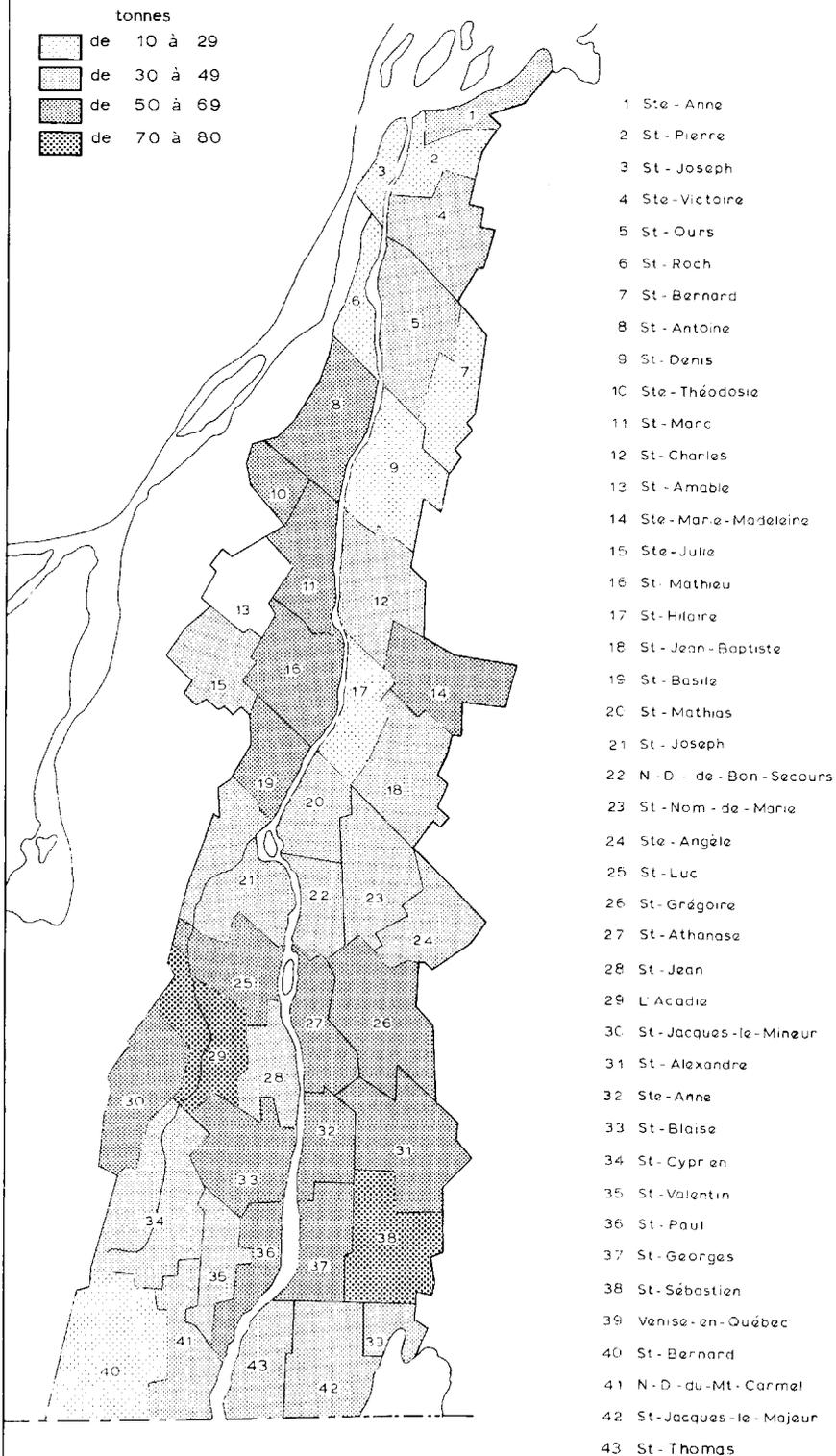
46 *Ibid.*, page 119.

Figure 3 Au recensement de 1851-52, la vallée du Richelieu produisait une moyenne de 56 boisseaux de blé par ferme, alors que la moyenne du Bas-Canada était de 30. Le rendement était alors de 7 à 9 boisseaux seulement à l'acre. Ce recensement n'enregistre pas la production maximale de blé qu'on retrouve dans celui de 1831. À cette époque, le Bas-Canada produisait 3,4 millions de boisseaux de blé contre 3 millions 20 ans plus tard. Mais les données de 1831 sont trop incomplètes pour être cartographiées. Celles de 1851 sont néanmoins bien représentatives de l'ère du blé.

Une dizaine de paroisses récoltent entre 20 000 et 40 000 boisseaux chacune. Les plus importantes occupent le Haut-Richelieu, soit Saint-Georges-d'Henryville (40 304 boisseaux), Saint-Nom-de-Marie (34 227) et Saint-Cyprien (30 028). Dans le Bas-Richelieu, Saint-Joseph-de-Chambly, Saint-Ours et Saint-Denis obtiennent entre 20 000 et 23 500 boisseaux.

La production de blé par ferme place en vedette Saint-Jean (113) et Saint-Antoine (110), qui doublent le rendement moyen. Ces paroisses sont suivies de Saint-Georges (84), Saint-Marc (81), Saint-Charles, Saint-Thomas, etc. On notera l'accroissement de la production de Saint-Pierre-de-Sorel (31) à Saint-Mathieu-de-Beloil (70) dans le Bas-Richelieu, le contraste de chaque côté du lac de Chambly et la relative densité dans le Haut-Richelieu.

VALLÉE DU RICHELIEU PRODUCTION DE FOIN PAR FERME, 1911



doublé pour atteindre 227 558 acres. La production atteindra son maximum en 1911 avec plus de 300 000 tonnes : le rendement est alors d'une tonne et un tiers l'acre (figure 4).

Le foin sert évidemment à nourrir le bétail de la ferme. Le nombre des animaux augmente : on compte dans la région 18 900 chevaux en 1851 et 26 569 en 1891. La moyenne n'a toutefois pas changé et demeure 2,8 par ferme. Au recensement de 1931, le nombre des chevaux fléchit à 16 800, mais la moyenne par ferme monte à 3,1. Les vaches laitières augmentent plus régulièrement : 20 573 en 1851, 26 736 en 1861, 42 586 en 1891 et 70 105 en 1931. La moyenne passe de 3 en 1851 à 4 en 1891 ; en 1931, on relève 13 vaches par ferme dont 8 laitières. Ainsi, la moyenne des vaches laitières double de 1891 à 1931.

La production du foin dépasse largement les besoins de la ferme : d'une moyenne de 5 tonnes en 1861, elle monte à 20 en 1891 et à 30 en 1921. Le bétail augmente de 60% de 1861 à 1891, alors que la production du foin quadruple. Dès avant 1850, des cultivateurs vendent du foin au marché de Chambly, mais sans doute que les ventes se généralisent par la suite. Avec l'ouverture du canal de Chambly, le commerce du foin se pratique avec les États-Unis. Montréal et les petites villes offrent également un marché aux cultivateurs. Le foin remplace donc le blé comme « cash crop ». Les ventes augmentent en volume jusqu'à la Première Guerre mondiale, mais si elles diminuent par la suite, le prix de vente grimpe jusqu'à \$30 la tonne.

Il est difficile d'établir la quantité de foin vendu par les cultivateurs du Richelieu. Nous croyons toutefois que l'ordre de grandeur des ventes se situe entre 100 000 et 150 000 tonnes par année entre 1891 et 1921. La seule statistique à notre disposition est celle du transport du foin par le canal. Elle fournit tout au plus une idée bien imparfaite des expéditions de foin par bateau du Bas-Richelieu vers les États-Unis. En 1903, les bateaux en transportent 30 494 tonnes, en 1912, 14 935 et en 1927, 12 112. Mais le chiffre intéressant, c'est celui de 1929 : 3 612 tonnes seulement. Voilà qui confirme la fin de l'ère du foin !

Nous trouverons la véritable importance de la culture du foin dans le Richelieu en étudiant l'agriculture de Saint-Denis en 1911. À cette époque, la paroisse compte 432 fermiers, qui cultivent 14 269 acres, soit une moyenne de 33 acres chacun. Le tableau 4 fournit le relevé des principales cultures et leur production. Nous voyons immédiatement la place qu'occupe le foin :

Figure 4 En 1911, les 7 400 fermes du Richelieu ont produit plus de 300 000 tonnes de foin — un record —, soit une moyenne de 41 tonnes par ferme. De 1861 à 1911, la production moyenne par ferme a été multipliée par 8. Une douzaine de paroisses dépassent 10 000 tonnes chacune. Les plus productives sont Saint-Antoine et Saint-Mathieu avec 12 000 environ, et à l'exception de Saint-Denis toutes les autres se trouvent dans le Haut-Richelieu : Saint-Grégoire, Saint-Nom-de-Marie, Saint-Sébastien, Saint-Jacques-le-Mineur, Saint-Cyprien, Saint-Joseph de Chambly et Saint-Bernard de Lacolle.

Deux paroisses dominent pour la production par ferme : Saint-Sébastien (80 tonnes) et L'Acadie (75). Sur les 17 paroisses qui réussissent à dépasser 50 tonnes par ferme, onze occupent le Haut-Richelieu. Les moins productives se trouvent sur les sables de Sorel : Saint-Joseph (12 tonnes), Saint-Pierre (16) et Saint-Roch (17).

8 167 acres sur 14 269, soit 57% de la superficie cultivée. La production moyenne dépasse 25 tonnes par ferme et le rendement 1,3 tonne l'acre. La culture du foin a régulièrement progressé dans la paroisse : 1 850 acres en 1881, 4 200 en 1891, 8 167 en 1911, puis le recul : 7 719 acres en 1921 et 6 590 en 1931. La production a décrit la même courbe : 2 100 tonnes en 1881, 3 572 en 1891, 10 952 en 1911 et 7 265 en 1921.

Tableau 4 *Principales cultures à Saint-Denis en 1911*

Blé	200 acres	2 923 boisseaux
Orge	376	8 287
Avoine	3 064	75 604
Blé d'Inde	53	2 337
Sarrasin	184	3 588
Pois	100	1 498
Grains	430	10 794
Foin	8 167	10 952 tonnes
Pommes de terre	145	13 572 boisseaux
Tabac	10	4 361 lb.
TOTAL	14 269	

Source : *Recensement du Canada, 1911.*

Nous retrouvons la même situation dans les grosses paroisses à foin du Richelieu. En 1891, 50% des terres en culture à Chambly sont ensemencées en foin, 72% à Marieville, 64% à Saint-Sébastien et 66% à Clarenceville ; en 1911, 70% à Saint-Antoine, 76% à Saint-Ours et 60% à Iberville. C'est bien l'époque de la fièvre du foin !

Au début du XX^e siècle, le troupeau de vaches laitières double dans le Richelieu. La moyenne des laitières par ferme à Saint-Denis passe par exemple de 5 en 1891 à 9 en 1931, de 6 à 12 à Saint-Ours et de 5 à 10 à Saint-Valentin. La consommation de foin augmente sur les fermes d'autant plus que le nombre des chevaux lui aussi grossit un peu. Les ventes de foin diminuent donc après 1911. Mais les cultivateurs possèdent alors une autre source de revenu pour compenser cette diminution : l'industrie laitière. Nous assistons en effet après la Confédération à l'aurora de l'industrie laitière. La première fromagerie du Richelieu date de 1872 à Saint-Denis. En 1900, on en compte 6 dans la même paroisse et 3 à Saint-Charles. Le recensement de 1901 indique 23 beurreries et fromageries dans les comtés de Saint-Jean et Iberville ; cette industrie tient le premier rang par sa valeur de production, égale à 12% du total. Dans le comté de Richelieu, on relève 25 beurreries et fromageries, mais la valeur de leur production est dépassée par celle des chantiers navals. Dans Chambly, Verchères, Rouville et Missisquoi, l'industrie laitière occupe le premier rang.

En 1911, l'industrie laitière se classe première dans tous les comtés, sauf ceux de Richelieu et Saint-Jean, où la métallurgie dans le premier et

la poterie dans le second l'emportent. Les beurreries ont définitivement déclassé les fromageries comme l'indique le tableau 5.

Tableau 5 Beurreries et fromageries du Richelieu en 1911

Comtés	Nombre	Patrons	Lait livré (en millions de livres)	Production (en livres)
Beurreries				
Chambly-Verchères	15	1 247	14	681 699
Missisquoi	25	1 349	43	2 000 000
Richelieu	11	513	10	476 585
Rouville	10	512	12	556 491
St-Jean-Iberville	20	1 442	27	1 238 304
Fromageries				
Chambly-Verchères	8	175	3	315 717
Richelieu	7	184	3	314 309
Rouville	21	570	15	1 500 000
St-Jean-Iberville	8	173	3	337 067
Beurreries-Fromageries				
Chambly-Verchères	5	181	4	85 443 (b) 219 538 (f)
Richelieu	11	476	8	193 092 (b) 389 181 (f)
Rouville	6	363	8	182 140 (b) 371 675 (f)

Source : *Recensement du Canada, 1911.*

Toutefois la production du fromage dans Rouville et Richelieu dépasse encore celle du beurre. Cette période est ainsi marquée par un foisonnement de beurreries et fromageries dans les rangs comme dans les villages. L'école de laiterie de Saint-Hyacinthe dispensait alors des cours de fabrication de beurre et fromage et a, de ce fait, sauvé plus d'une entreprise. Mais il reste que le foin rapportait plus d'argent aux cultivateurs que le lait.

Le commerce du foin s'effectue par le Richelieu. Les quais naguère célèbres pendant l'ère du blé demeurent actifs jusqu'en 1930. Les commerçants tels que feu Ignace Archambault de Saint-Antoine achètent du foin et l'expédient à New York pour recevoir en retour un chargement de charbon. Le commerce du bois de chauffage avec Montréal reste important jusqu'au début du siècle. La navigation sur le Richelieu connaît ses plus beaux jours avant la Première Guerre mondiale ; les derniers voiliers disparaissent vers 1910 et les bateaux de transport de voyageurs, vers 1930.

Nous pouvons évoquer l'activité de la navigation sur le Richelieu par le témoignage des vieux. À Iberville, la navigation commerciale, la construction navale, la pêche et le travail sur les 8 quais font vivre les trois quarts de la

population jusque vers 1910. Une trentaine de voiliers s'ancrent alors dans la petite baie. Les navigateurs transportent du bois de Noyan à Saint-Jean ou encore du sable, du gravier et de la pierre du lac Champlain. À l'automne, le commerce des pommes prend la vedette. Une activité semblable existe ailleurs dans les villages maritimes : Sorel, Saint-Ours, Saint-Denis, Saint-Hilaire et Saint-Jean.

Les statistiques du canal de Chambly nous fournissent également des précisions sur la navigation du Richelieu. La courbe du transport atteint son maximum en 1909, alors que 4 459 bateaux traversent le canal chargés de 752 117 tonnes de marchandises. Le tableau 6 nous indique l'évolution du transport.

Tableau 6 *Volume du transport par le canal de Chambly*
(en tonnes)

1901	359 798	1918	369 186
1903	436 473	1921	180 280
1906	498 939	1924	225 518
1909	752 117	1927	204 536
1912	618 415	1930	99 998
1915	478 707	1933	26 912

Source : *Annuaire statistique du Québec, 1916, 1934.*

À noter que le transport augmente régulièrement jusqu'en 1909 pour ensuite décroître rapidement après le krach de 1929. Nous possédons le détail pour 1912, soit une des meilleures années (tableau 7). Un fait saute aux yeux : le bois de pâte et de construction représente les deux tiers du volume des marchandises transportées par le canal. Le charbon arrive ensuite avec près de 20%. Nous remarquons aussi que le volume du foin est réduit de moitié par rapport à celui de 1903. Enfin 2 422 passagers ont traversé le canal cette année-là.

Tableau 7 *Répartition du transport par le canal de Chambly en 1912*
(en tonnes)

Bois de pâte	258 268
Bois de construction	164 862
Charbon	119 928
Cuivre	23 359
Foin	14 935
Fruits et légumes	2 391
Bois équarri	1 814
Farine	1 092
TOTAL	<u>618 415</u>

Source : *Annuaire statistique du Québec, 1914.*

Dans le domaine du rail, nous assistons à un foisonnement surtout dans le Haut-Richelieu. De nombreuses lignes nouvelles établissent une liaison entre Montréal et les Cantons de l'Est ou les États-Unis. Sorel, Saint-Hilaire, Chambly, Saint-Jean et Cantic deviennent ainsi des centres de transport sur le Richelieu. Les gens de Saint-Denis vont par exemple prendre le train à Saint-Hilaire.

L'industrie elle aussi s'enrichit. La Canadian Explosives ouvre une poudrerie à Beloeil, près du chemin de fer, en 1878. La centrale électrique du Richelieu fournit du courant en 1897. Plusieurs petites villes sont déjà industrialisées avant la guerre de 1914. Sorel compte 25 établissements manufacturiers et 776 ouvriers, Marieville, 3 établissements et 332 ouvriers, Saint-Jean, 15 manufactures et 779 employés. Sorel est déjà un centre métallurgique, mais Saint-Jean possède plus de variété : des poteries, une conserverie, une teinturerie et la Singer. Marieville se développe grâce à sa chapellerie, comme Beloeil grâce à sa poudrerie. Les vieux villages du Richelieu recevront l'électricité assez tard comme Saint-Denis en 1924 et Saint-Charles en 1925 et resteront longtemps sans industrie moderne.

À la veille de la crise économique de 1929, le Richelieu se présente comme un vaste champ de foin ponctué de granges-étables de plus en plus peuplées de vaches laitières. La vente du foin assure plus de revenus aux cultivateurs que celle du lait ou de la viande. Le foin trouve preneur dans les villes, surtout Montréal, mais aussi aux États-Unis (Vermont et New York), en Ontario et parfois dans la Prairie. C'est le « staple » qui a vraiment succédé au blé de l'époque précédente, à la suite des avatars de la pomme de terre et de l'avoine. Il a non seulement rapporté de l'argent aux cultivateurs, mais il a aussi conditionné l'élevage.

La période 1867-1929 a connu d'autres transformations importantes. En 1861, le Richelieu accueillait 77 990 habitants, soit une densité rurale de 70 personnes au mille carré, la plus forte de son histoire⁴⁷. L'exode rural fait tomber la population à 60 106 en 1901. Sous le coup de l'émigration, le nombre des fermes diminue de 2 000 entre 1861 et 1931 (27%) et comme la superficie agricole reste assez stable, la ferme moyenne peut ainsi s'agrandir et se restructurer. L'agriculture progresse à tâtons et l'industrie prend racine par endroit. Nous pouvons deviner l'avenir de la région par les jalons déjà posés.

V — LE RICHELIEU DU LAIT : 1929 À NOS JOURS

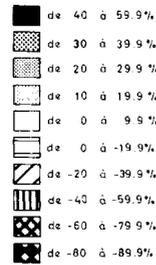
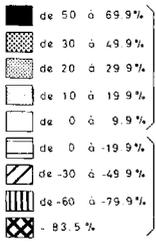
De 1861 à 1931, le troupeau laitier du Richelieu est passé de 26 736 têtes à 70 105, son maximum, le nombre moyen de vaches par ferme, de 3,6 à 13,1. Cette prolifération pose maintenant un sérieux problème, celui de la rentabilité. Le foin a perdu ses marchés urbains avec le développement de l'automobile et le cultivateur doit désormais compter sur la vente du lait pour assurer son principal revenu. Or, beaucoup de vaches lui coûtent plus cher qu'elles ne lui rapportent. Le fait de posséder un gros troupeau n'est

⁴⁷ BEAUREGARD, L., « Le peuplement du Richelieu », *Revue de Géographie de Montréal*, XIX, 1-2, 1965, page 65.

VALLÉE DU RICHELIEU VARIATION DU CHEPTEL, 1941 - 1966

bêtes à cornes

vaches laitières



- 1 Ste-Anne
- 2 St-Pierre
- 3 St-Joseph
- 4 Ste-Victoire
- 5 St-Ours
- 6 St-Roch
- 7 St-Bernard
- 8 St-Antoine
- 9 St-Denis
- 10 Ste-Théodosie
- 11 St-Marc
- 12 St-Charles
- 13 St-Amable
- 14 Ste-Marie-Madeleine
- 15 Ste-Julie
- 16 St-Mathieu
- 17 St-Hilaire
- 18 St-Jean-Baptiste
- 19 St-Basile
- 20 St-Mathias
- 21 St-Joseph
- 22 N.-D.-de-Bon-Secours
- 23 St-Nom-de-Marie
- 24 Ste-Angèle
- 25 St-Luc
- 26 St-Grégoire
- 27 St-Athanase
- 28 St-Jean
- 29 L'Acadie
- 30 St-Jacques-le-Mineur
- 31 St-Alexandre
- 32 Ste-Anne
- 33 St-Blaise
- 34 St-Cyprien
- 35 St-Valentin
- 36 St-Paul
- 37 St-Georges
- 38 St-Sébastien
- 39 Vanise-en-Québec
- 40 St-Bernard
- 41 N.-D.-du-Mt.-Carmel
- 42 St-Jacques-le-Majeur
- 43 St-Thomas

0 2 4 6 8 10 miles



(Photo Office du film du Québec, 1956)

Photo 2 Troupeau de vaches laitières Holstein dans une ferme de Marieville.

Le troupeau laitier du Québec a d'abord été formé de vaches normandes, importées de France sous le Régime français dès le début du XVII^e siècle. De leur croisement est sortie la vache dite canadienne, qui formait l'essentiel du cheptel au début du XIX^e siècle. C'est vers 1820 que des éleveurs anglais importent les premières vaches Jersey et vers 1830, les vaches Ayrshire (Écosse). En 1880, un éleveur d'Ormstown, Neil Sangter, importe les premières Holsteins de Hollande. Le lait de ces vaches est refusé à la beurrerie à cause de sa couleur bleue et le père du fermier doit acheter la fabrique pour ouvrir un débouché à ce lait. Depuis lors, les Holsteins ont conquis le troupeau laitier du Québec, dont elles constituent maintenant 80% des effectifs. Selon les dernières données du contrôle laitier fédéral, le rendement moyen des vaches Holstein de race du Québec dépasse légèrement 12 000 livres par année (305 jours), alors que la production maximale dépasse 30 600 livres. Le record établi en 1923 est de 33 649 livres. Le plus gros troupeau d'Holsteins de race au Québec compte 250 vaches dont une centaine en lactation. Le prix d'une vache pur-sang de type commercial varie de \$500 à \$600. Depuis 1949, le Canada a exporté des Holsteins de race dans 55 pays différents dont les États-Unis, Cuba, l'Italie, l'Espagne, le Mexique, etc. . Les exportations sont actuellement de l'ordre de 25 000 têtes par année.

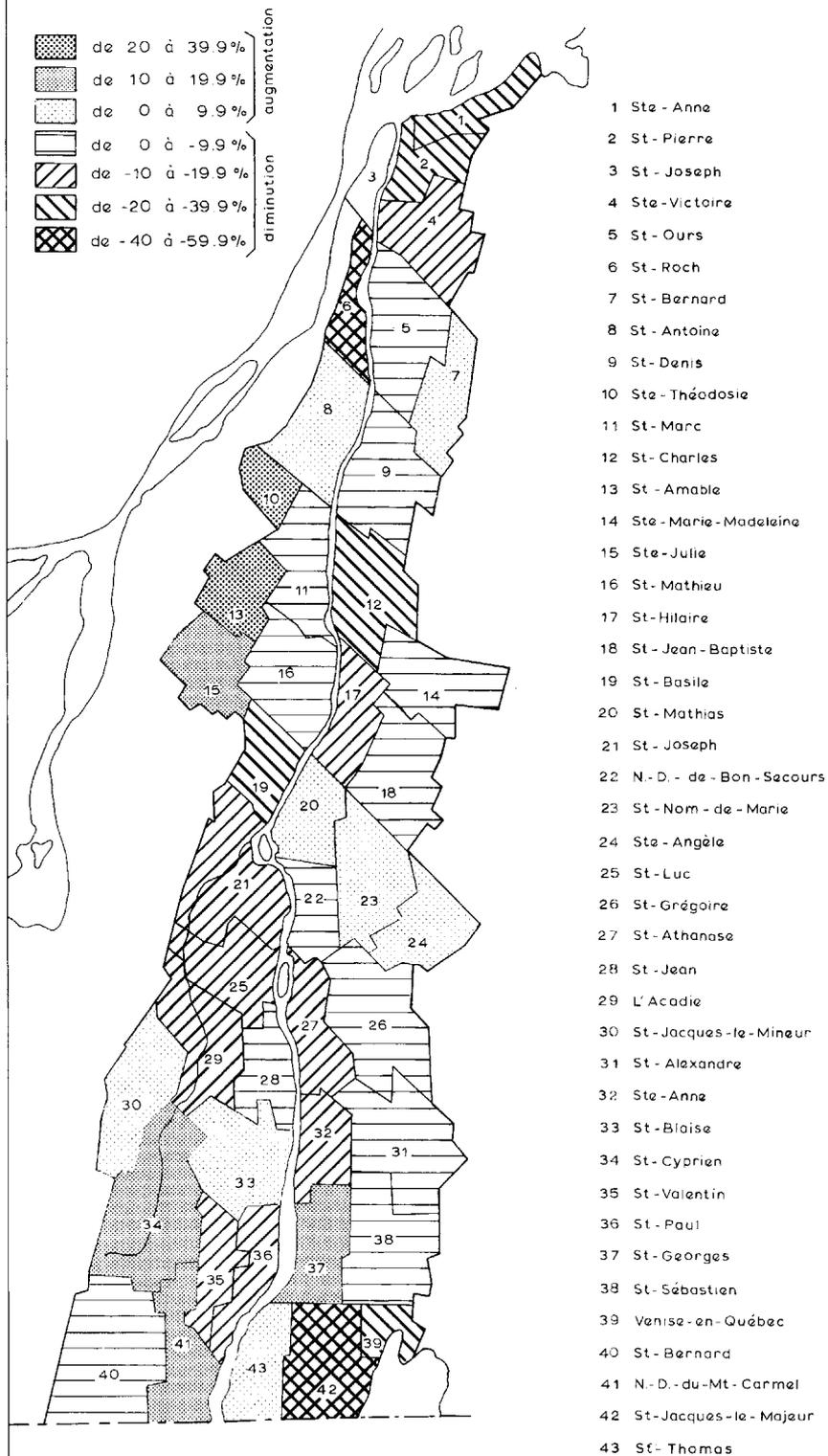
Figure 5 De 1941 à 1966, le cheptel bovin du Richelieu a augmenté de 9% pour atteindre 85 375 têtes, alors que le troupeau laitier a diminué de 9% pour atteindre 54 658 vaches. Deux paroisses sur trois ont accru leur nombre de bovins, mais une sur trois seulement, son nombre de laitières. Les variations dans un cas comme dans l'autre vont aux extrêmes : Saint-Jean perd 83,5% de ses bovins alors que Saint-Marc en gagne 70%.

La vallée du Richelieu compte huit paroisses avec plus de 3 000 bovins, qui renferment 35% du cheptel régional. Saint-Denis est la plus importante avec 4 151 têtes et toutes les autres se trouvent dans le Haut-Richelieu, soit Saint-Cyprien (3 970), Saint-Nom-de-Marie (3 937), Saint-Georges, Saint-Alexandre, etc. . L'accroissement relatif des effectifs se concentre autour de Saint-Marc et Saint-Charles dans le Bas-Richelieu et dans le comté d'Iberville au sud.

Saint-Nom-de-Marie dépasse Saint-Denis pour le nombre des vaches laitières, 2 847 contre 2 732, bien que la première en ait perdu 7% et la seconde, gagné 22% depuis 25 ans. Le coeur du Richelieu enregistre les pertes les plus considérables, notamment à l'ouest du lac de Chambly déjà incorporé à la zone montréalaise. Le troupeau laitier se concentre comme on le voit autour de Saint-Marc au nord et dans le comté d'Iberville au sud.

VALLÉE DU RICHELIEU

MODIFICATION DE L'ÉTENDUE DES TERRES EN CULTURE, 1941-1966



0 2 4 6 8 10 milles

pas nécessairement un signe de richesse ! Comme dans les périodes précédentes, les cultivateurs doivent ajuster leur production-clé aux besoins du marché à travers les vicissitudes de la conjoncture.

Dès 1951, la vente du lait rapportait 40% des revenus en espèces aux fermes commerciales du Richelieu, alors qu'en 1966, c'est plus de la moitié ⁴⁸. Deux fermes commerciales sur trois se déclarent laitières à ce recensement (photo 2). Dans le comté d'Iberville faisant intégralement partie du Richelieu, la vente du lait rapporte 65,5% des revenus monétaires aux fermes commerciales (527) dont 80% se déclarent laitières. Comme le révèlent ces données, l'économie agricole du Richelieu repose fortement sur la production et la vente du lait ; le foin, qui avait marqué la période précédente, rapporte maintenant moins de 5% des revenus.

De 1931 à 1956, le troupeau laitier du Richelieu a considérablement diminué pour atteindre un seuil de 51 135 têtes, mais on enregistre depuis une légère tendance à la hausse : 54 658 en 1966 (figure 5). La moyenne par ferme est passée de 11 vaches laitières en 1956 à 16 en 1966. Cette moyenne arithmétique doit être complétée par des données plus pertinentes. Les fermes déclarant des laitières dans le comté d'Iberville obtiennent une moyenne de 28,8, soit la plus élevée du Québec, et 56 fermes (16%) comptent plus de 48 vaches ; on y trouve trois fermes avec une centaine de laitières.

L'évolution en cours vise aussi à consolider la ferme laitière. La ferme d'une douzaine de vaches n'est pas rentable et la Commission royale d'enquête sur l'agriculture au Québec (1967) recommande la formation d'un troupeau de 35 vaches pour 1976, en même temps qu'un accroissement du rendement des vaches (400 livres par année). Le fermier doit donc augmenter son troupeau de vaches de qualité, en se donnant un troupeau de race ou en utilisant l'insémination artificielle (centre de St-Hyacinthe).

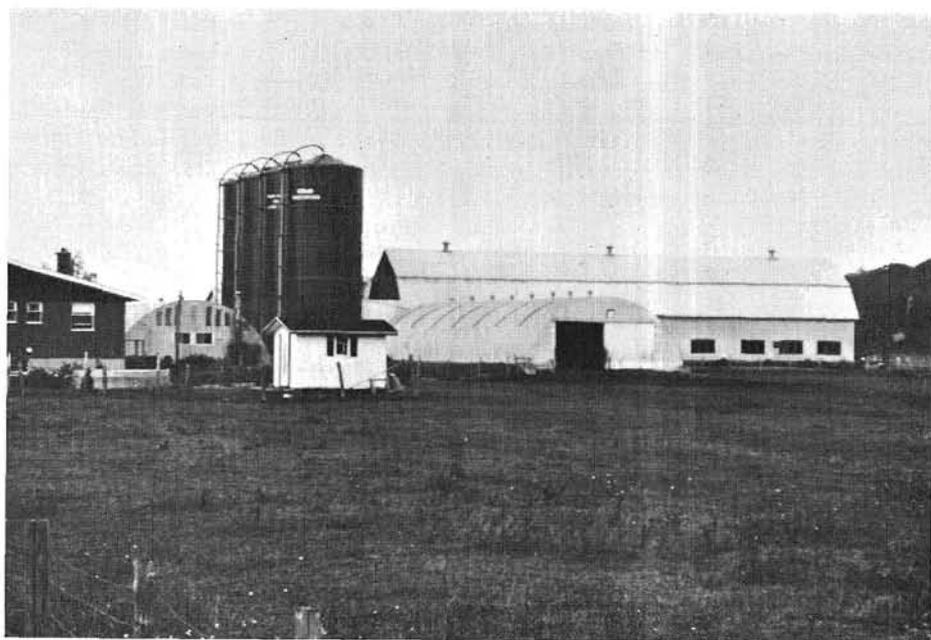
⁴⁸ En 1966, une ferme commerciale est une exploitation agricole d'une acre ou plus avec ventes annuelles de produits agricoles de \$2 500 ou plus ; en 1951, la base des ventes était de \$1 200 ou plus.

Figure 6 De 1941 à 1966, la superficie des terres en culture dans le Richelieu est passée de 338 574 à 312 133 acres, soit une diminution relativement faible si l'on se rappelle que la superficie totale des fermes a baissé de 15%. Deux paroisses sur trois ont enregistré une réduction, les plus touchées étant Saint-Jacques (Clarenceville), Saint-Roch, Saint-Basile, Saint-Pierre, Saint-Charles, qui ont perdu de 25 à 50% de leur étendue en culture. Deux paroisses du Bas-Richelieu, colonisées au XX^e siècle, c'est-à-dire Sainte-Théodosie (Calixa-Lavallée) et Saint-Amable ont gagné du terrain ; Sainte-Julie suit de près bien en avant de Saint-Bernard. Dans le Haut-Richelieu, les pertes sont sensibles de Saint-Joseph de Chambly à Saint-Paul, des deux côtés de la rivière.

Treize paroisses dépassent 10 000 acres en culture, dont dix dans le Haut-Richelieu, les plus importantes étant L'Acadie (y compris Saint-Luc rural maintenant) avec 18 369 acres, Saint-Cyprien (15 503), Saint-Jacques-le-Mineur, Saint-Alexandre, Saint-Basile, etc. . Dans le Bas-Richelieu, Saint-Antoine, Saint-Denis et Saint-Jean-Baptiste en comptent de 10 000 à 11 000 chacune.

La surface des terres en culture a plafonné en 1951 dans la vallée du Richelieu et a relativement peu varié depuis. La répartition géographique des terres cultivées a par ailleurs varié considérablement sous l'impact de l'urbanisation, d'une part, et de l'émigration, d'autre part, comme à Clarenceville.

La croissance du troupeau pose également le problème de l'alimentation. De 1941 à 1966, la surface des pâturages a diminué de 24% et celle des cultures de 8% (figure 6 et tableau 8). La moyenne des terres en culture a néanmoins augmenté de 50% par ferme comme le troupeau laitier, et la moyenne par vache laitière est restée la même (5,6 acres). À ce compte, la ferme de 35 vaches laitières dont parle le rapport de la Commission April requerrait 196 acres en culture. En d'autres termes, les fermes laitières devraient pouvoir doubler leur étendue de 1966 à 1976, à moins qu'on réussisse à doubler le rendement des cultures fourragères et des céréales.



(Photo Ludger BEAUREGARD, Août 1970)

Photo 3 Ferme Gola à Saint-Grégoire.

Cette ferme laitière de 73 vaches pratique la stabulation libre et utilise quatre silos en acier de type Harvestore. Ces silos sont inoxydables et hermétiques et offrent l'avantage du déchargement par la base. Un silo d'une cinquantaine de pieds de hauteur peut entreposer de 500 à 700 tonnes de fourrage vert ou de grains humides (maïs) selon son diamètre. Il est très dispendieux, coûtant jusqu'à \$15 000 avec une déchargeuse. Les silos d'acier sont apparus dans le Québec il y a une quinzaine d'années, mais à cause de leur prix élevé et du problème du gel de l'ensilage qu'ils aggravent, ils sont restés rares dans les campagnes. Les silos en ciment sont beaucoup plus répandus et ont remplacé les silos en bois après 1935. Ils sont moins hermétiques que les silos américains en acier et sont généralement déchargés par le haut. Si les plus populaires sont faits de briques de ciment et coûtent en moyenne de \$3 500 à \$5 000 selon leur taille, on construit maintenant un silo de ciment d'une seule coulée, plus hermétique mais plus dispendieux (\$8 000 - \$9 000). À cause de l'évolution de l'élevage, les fermes requièrent des silos de plus en plus volumineux : on en construit actuellement qui mesurent 24 pieds de diamètre et 80 pieds de hauteur au coût de \$10 000.

Tableau 8 Le Richelieu agricole de 1941-1966

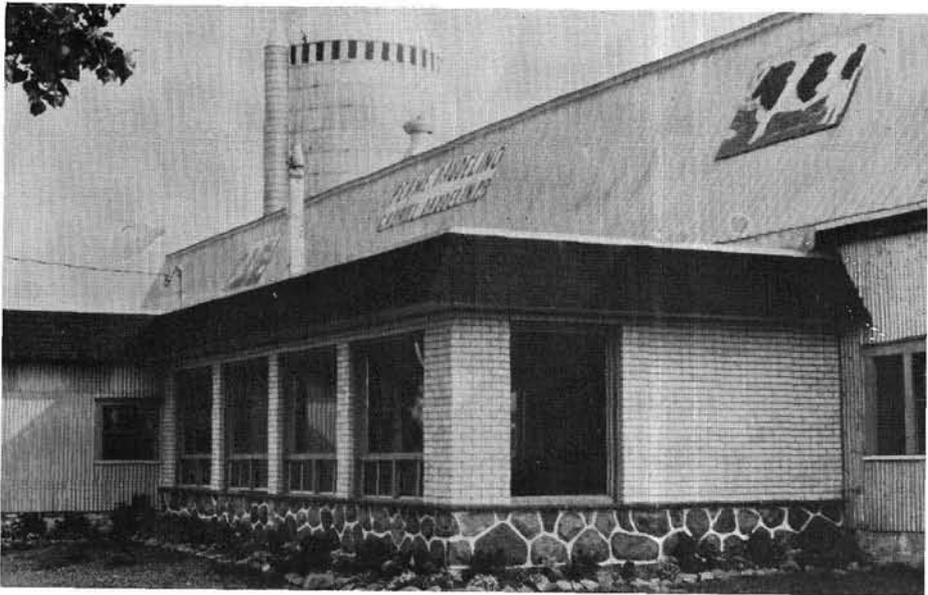
	1941	1966	% de variation
Nombre de fermes	5 468	3 507	-35
Population des fermes	26 630	19 240	-28
Superficie des fermes (acres)	551 490	466 461	-15
Surface en culture (acres)	338 574	312 133	- 8
Pâturages (acres)	102 055	78 040	-24
Avoine (acres)	88 418	70 308	-20
Foin (acres)	188 840	181 329	- 3
Grains mélangés (acres)	33 095	5 004	-85
Pommes de terre (acres)	4 253	1 152	-73
Bêtes à cornes	78 159	85 375	+ 9
Vaches laitières	59 826	54 658	- 9
Chevaux	18 334	2 097	-89
Porcs	45 136	23 699	-47
Moutons	8 759	766	-91
Volailles	510 839	556 705	+ 9

Source : *Recensement du Canada, 1941, 1966.*

La répartition des surfaces cultivées favorise le foin à 60% en 1966. Les céréales perdent de l'espace, étant donné que les fermiers les obtiennent de la Prairie à bon prix. Mais le rendement des grandes cultures laisse encore à désirer de même que les techniques d'ensilage. L'emploi des engrais est généralisé, mais on devrait en utiliser davantage au dire des agronomes ; le comté d'Iberville obtient 11 tonnes environ par ferme laitière. La région du Richelieu est parsemée de silos (photo 3), mais il reste que les animaux sont souvent mal nourris ou sous-alimentés. L'intensification des cultures fourragères s'impose et l'on pourrait doubler le rendement des prairies et des pâturages par un drainage amélioré, le chaulage, la fertilisation et l'emploi de meilleures espèces. Le foin ne donne généralement que deux tonnes à l'acre.

La capitalisation nécessaire au développement des fermes laitières s'élève maintenant à \$1 350 par unité. La ferme de 35 vaches laitières requiert donc actuellement un investissement minimum de \$50 000. Il existe des facilités de crédit pour améliorer l'élevage laitier, mais la structure des prix du lait, d'une part, et l'état de surproduction du lait, d'autre part, imposent au fermier une gestion judicieuse et une certaine prudence. Malheureusement, la comptabilité fait défaut dans trop de fermes laitières, où l'on ne connaît pas les coûts et où l'on ne peut pas établir la productivité. Le contrôle laitier est loin d'être pratiqué dans la majorité des fermes et le rendement se tient plus souvent entre 6 000 et 8 000 livres par vache par année qu'entre les 10 000 et 12 000 qui seraient souhaitables. Ainsi malgré des progrès certains, l'économie agricole reste loin de la productivité atteinte dans d'autres secteurs.

Ces constatations montrent bien que l'agriculture du Richelieu traverse actuellement, comme dans les périodes précédentes, une crise de croissance.



(Photo Ludger BEAUREGARD, Août 1970)

Photo 4 Ferme Daudelino à Saint-Alexandre, comté d'Iberville.

Cette ferme dispose d'une étable moderne où l'on pratique la stabulation libre. L'étable compte 80 stalles ouvertes et une longue mangeoire mécanique ajustée au silo. En 1969, le propriétaire s'est fait construire une chambre de traite moderne au coût de \$12 000, que l'on voit au premier plan de la photo. La chambre comprend 4 loges et un système de traite américain avec trayeuses électriques, conduites de lait, réservoir réfrigéré, etc.. Avec cet équipement automatique, on peut traire une vingtaine de vaches à l'heure. La ferme garde actuellement 43 laitières Holstein, qui donnent en moyenne 11-12 000 livres de lait par année. Son quota n'est que de 35 000 livres par mois à Montréal.

Le nombre des fermes va continuer à diminuer ainsi que leur population ; le regroupement et la mécanisation des fermes vont se poursuivre (photo 4). On adopte déjà une certaine diversification : dans le comté de Rouville par exemple, la vente des fruits et légumes rapporte 20% des revenus monétaires, celle du bétail 19%, celle des volailles et des oeufs 15% contre 37% pour les produits laitiers. Jusqu'ici les cultivateurs ont profité de certaines politiques gouvernementales telles que le crédit agricole (1929 et 1936), la régie des marchés agricoles (1963), l'assurance-récolte (1967), les subsides laitiers et le soutien des prix du beurre, etc., mais seule une politique globale pourra permettre à l'agriculture de s'orienter convenablement à l'heure actuelle.

Si dans une éventuelle politique générale d'orientation, l'État adoptait la recommandation du rapport April à l'effet « de favoriser le déplacement graduel de l'industrie laitière de la plaine de Montréal où, pour des raisons de sol, de climat et de marché, l'on peut pratiquer plus avantageusement des cultures industrielles et maraîchères, vers les autres régions agricoles

de la province à vocation fourragère et céréalière »⁴⁹, les structures agricoles du Richelieu seraient remises en question. Il faut dire que le Richelieu ne livre pas que du lait au marché de Montréal⁵⁰ mais aussi une bonne quantité de fruits et légumes : la région est vraiment le jardin du Québec.

La tradition est déjà longue dans ce domaine. L'essor de la pomiculture au mont Saint-Hilaire remonte aux années 1880. Avec la création des premières conserveries commerciales, la culture des légumes a changé d'échelle. La conserverie Windsor de Saint-Jean a stimulé la culture des tomates et du maïs dès 1895, celle des pois en 1921 et quelques années plus tard, celle des haricots. Chambly accueille une conserverie de légumes dès 1919 et en 1934, la Canadian Cannery s'y établit pour la mise en boîte des tomates, pois et haricots. En 1924, David Lord fonde une conserverie au sud de Saint-Jean ; cette entreprise est la plus considérable de la région à l'heure actuelle avec une production de 800 000 caisses. Plusieurs paroisses ont compté ou comptent encore des conserveries telles que Saint-Denis, Saint-Jean-Baptiste, Marieville, Sainte-Angèle, etc. . Un mouvement de consolidation vise à en réduire le nombre depuis quelques années : la conserverie David Lord a par exemple absorbé plusieurs de ses rivales. Si l'on ajoute la culture de la betterave à sucre depuis l'ouverture de la Raffinerie de sucre de Québec à Mont-Saint-Hilaire en 1944, on voit bien que le Richelieu est depuis longtemps engagé dans la production des fruits et légumes à une échelle commerciale. La région s'est même taillé une place importante dans la production des légumes frais, grâce aux sables de Saint-Amable et aux terres noires de Napierville, des fraises, notamment près de Marieville, et des pommes à Mont-Saint-Hilaire. Malgré ces développements, la part des fruits et légumes dans les revenus en espèces des fermiers du Richelieu reste faible : environ 5% en moyenne. La vente des animaux, des volailles et des oeufs rapporte beaucoup plus. Dans Napierville toutefois, les légumes assurent 40% des revenus, accordant aux maraîchers quelque \$8 000 par an contre \$6 000 aux pomiculteurs de Rouville (photo 5).

Advenant une restructuration des prix – la récente baisse des subsides laitiers en est peut-être le prélude – on peut prévoir une expansion de la production des fruits et surtout des légumes dans le Richelieu. La région, comme le Québec tout entier, subit actuellement les mauvais effets de la surproduction laitière. Or, le degré d'auto-provisionnement en légumes au Québec était estimé à 56% en 1965⁵¹. Ce déficit mérite sans doute d'être réduit et pourrait l'être par l'application d'une politique ad hoc. Bref, le Richelieu agricole traditionnel reste non seulement soumis à l'expansion urbaine de Montréal, qui gruge son terroir au coeur de la vallée, et celle plus modeste de Saint-Jean et Sorel-Tracy, mais aussi à la perspective d'une consolidation accélérée des exploitations laitières, légumières et fruitières.

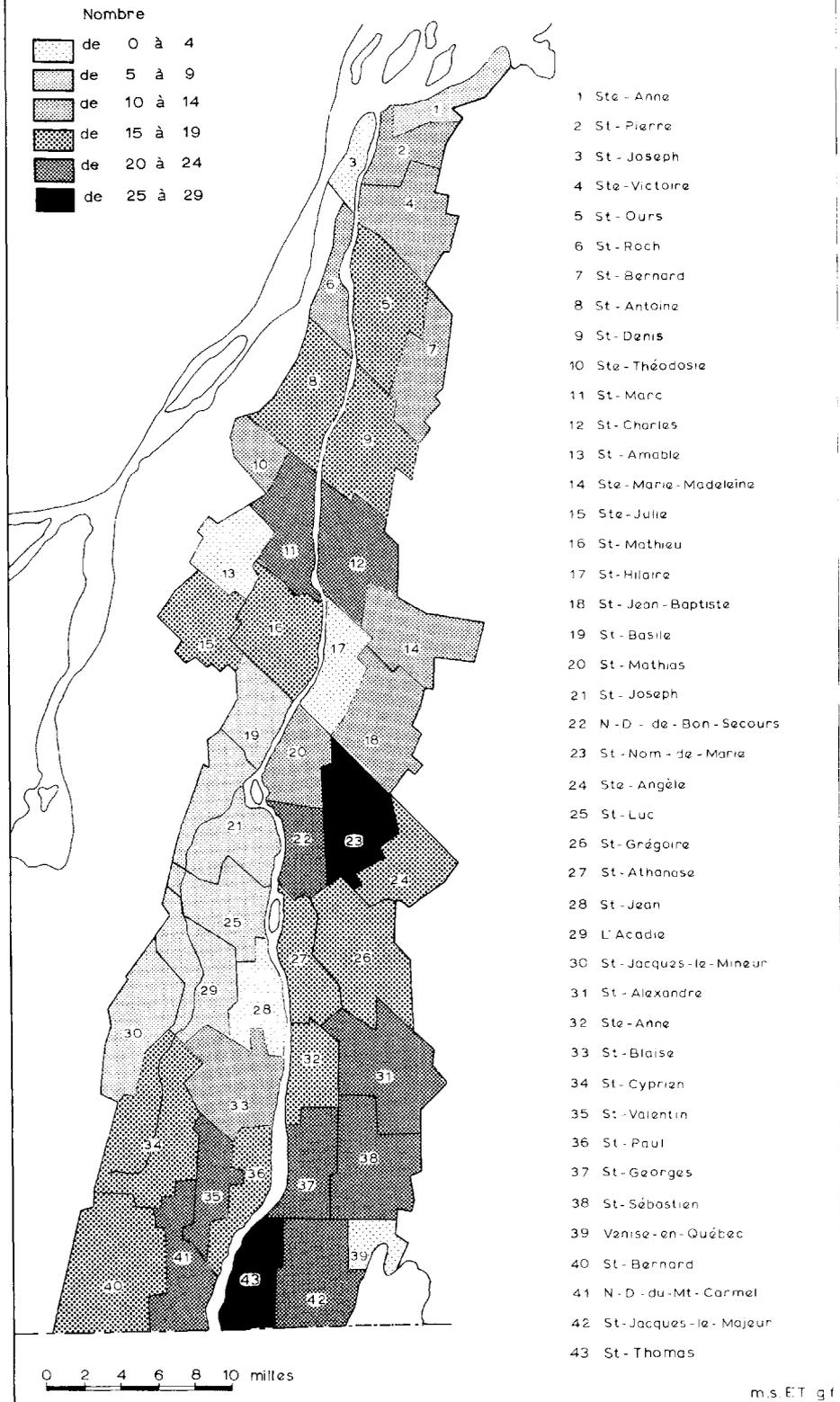
⁴⁹ Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'agriculture au Québec, *L'industrie laitière au Québec*, 1967, page 151.

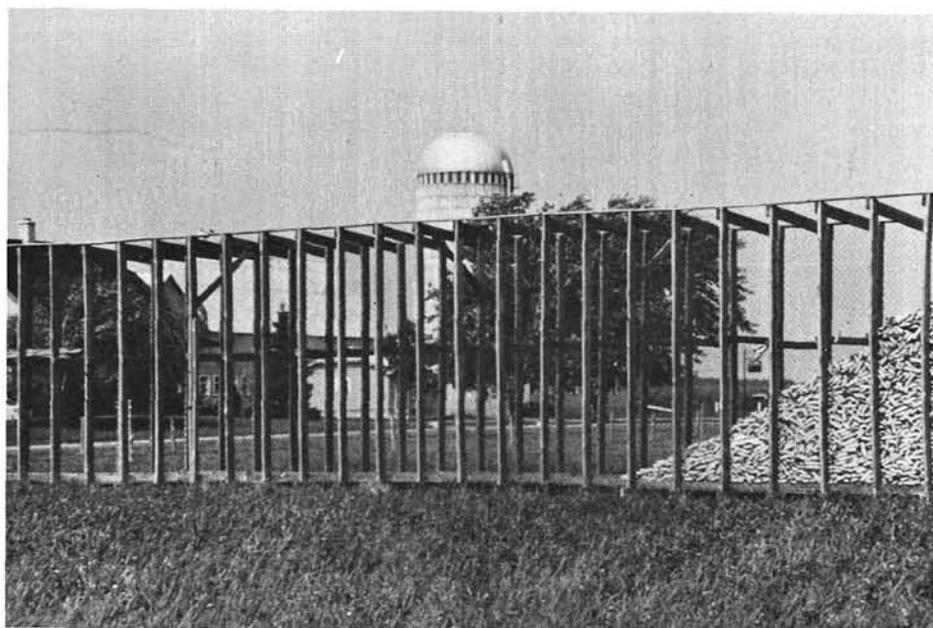
⁵⁰ SCARLETT, M., « Milk Market of Montreal », *Revue de Géographie de Montréal*, XXI, 2, 1967, pages 343-361.

⁵¹ Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'agriculture au Québec, *L'évolution de l'agriculture et le développement économique du Québec 1946 à 1976*, 1967, page 63.

VALLÉE DU RICHELIEU

VACHES LAITIÈRES PAR FERME, 1966





(Photo Ludger BEAUREGARD, Août 1970)

Photo 5 Ferme Loïselle à Sainte-Brigide, comté d'Iberville.

Depuis quelques années, la culture du maïs a fait énormément de progrès dans la vallée du Richelieu ; dans le comté d'Iberville, elle a doublé de 1969 à 1970. Le séchoir à maïs de la ferme Loïselle peut recevoir 100 tonnes de maïs, et c'est maintenant une installation que l'on voit sur toutes les bonnes fermes laitières. Cette ferme compte 52 arpents de maïs, 56 arpents de foin sur 176 en culture. Elle élève 130 têtes de bétail dont 60 vaches laitières. Son quota à Montréal est de 700 000 livres par année. La ferme Loïselle consomme toute sa production de maïs, la moitié servant à l'ensilage. D'autres fermes vendent leur maïs aux meuneries et distilleries. La production de maïs reste bien inférieure à la demande au Québec (20%) et il semble que le maïs québécois s'avère de qualité comparable à celui de l'Ontario et même supérieure à celui des États-Unis, les deux fournisseurs actuels.

Figure 7 En 1966, les 3 500 fermes du Richelieu comptaient plus de 54 600 vaches laitières, soit une moyenne de 15,5. Les plus fortes moyennes sont atteintes par Saint-Thomas (27,8) et Saint-Nom-de-Marie (26,6). Plusieurs paroisses ont abandonné l'industrie laitière, telles Saint-Joseph (Tracy), Saint-Amable, Saint-Bruno, Saint-Luc, Saint-Jean et d'autres l'abandonnent graduellement comme Saint-Hilaire, Saint-Basile, Saint-Joseph de Chambly (Carignan) et L'Acadie. La plupart de ces dernières municipalités sont en voie d'urbanisation et plusieurs projettent même de se fusionner pour former une communauté urbaine : Saint-Jean, Saint-Luc et L'Acadie.

Deux paroisses se détachent du groupe par le nombre absolu de leur troupeau laitier : Saint-Nom-de-Marie (2 847) et Saint-Denis (2 732), mais leur moyenne par ferme est très différente : 26,6 pour la première, 18,4 pour la seconde. Neuf paroisses possèdent plus de 2 000 vaches laitières chacune dont six se trouvent dans le Haut-Richelieu, soit Saint-Alexandre, Saint-Cyprien, Saint-Georges, Saint-Grégoire, Saint-Bernard-de-Lacolle et Saint-Sébastien ; ensemble, elles forment 40% du troupeau laitier régional.

Tant par le nombre de têtes que par la moyenne relative par ferme, le Haut-Richelieu est beaucoup plus laitier que le Bas-Richelieu, où deux paroisses seulement dépassent 2 000 têtes : Saint-Denis et Saint-Marc, et deux atteignent 21-22 vaches par ferme : Saint-Marc et Saint-Charles. Le mouvement de concentration serait toutefois mieux dessiné par la répartition des grosses fermes commerciales laitières de 40 vaches et plus : le comté d'Iberville retiendrait alors l'attention.

Comme à l'époque du blé et du foin, la paroisse de Saint-Denis représente bien la situation générale du Richelieu. Voici une paroisse plus que bi-centenaire, qui a gagné 100 âmes entre 1941 et 1966 (population 1 778). La campagne a perdu une cinquantaine d'exploitations agricoles (300 habitants) tandis que le village a grossi de 50% et dépasse maintenant mille personnes. Presque tous les exploitants sont propriétaires et la ferme familiale compte 4,7 personnes (4,9 en 1941) dont 1,8 y travaillent régulièrement.

La ferme moyenne de Saint-Denis s'avère petite (121 acres) à l'échelle du Québec (160 acres), mais elle compte 60% de sa superficie en culture et 20% en pâturage. Le foin occupe 57% des terres en culture et l'avoine 30%. La ferme abrite 27 bêtes à cornes dont 18 vaches laitières et une vingtaine de porcs (figure 7). De 1941 à 1966, le nombre des bovins y a presque doublé, alors que celui des laitières a crû de 64%. Le rapport de la surface en culture par vache laitière est passé de 5,3 acres en 1941 à 4 en 1966, mais par rapport à tous les bovins, de 4,1 à 2,7. On sait que ce rapport doit tendre vers 2 pour une meilleure productivité.

Les fermes de Saint-Denis sont mécanisées : on y compte 1,3 tracteur par ferme et 72% des fermes possèdent des trayeuses mécaniques. La plupart ont aussi des faucheuses, des presses à foin, des batteuses-lieuses, des semeuses, des épanduses, etc. . . On y relève ordinairement de 4 à 8 bâtiments comprenant une grange-étable, un poulailler, un silo, une porcherie, des remises, un garage, une laiterie, etc. . . Les maisons de ferme bien qu'anciennes – 70% ont plus de 50 ans – restent confortables et bien équipées. On retrouve partout ou presque le téléviseur, la radio, le téléphone, le réfrigérateur comme l'auto d'ailleurs, dans plus de la moitié, la cuisinière électrique et la lessiveuse, et dans 20%, le chauffage central.

Les cultivateurs retirent leurs principaux revenus de la vente du lait aux laiteries de Granby (50%), Montréal (25%), Saint-Damase et Saint-Aimé, des animaux aux abattoirs régionaux, des betteraves à sucre, des produits de l'érable, des oeufs, des volailles, du bois, des légumes, des grains, du foin et du miel. Leurs principales dépenses vont à l'achat des engrais, de la machinerie, des moulées, des semences, à l'entretien du matériel aratoire, au drainage, etc. . . Les revenus comme les dépenses sont placés par ordre d'importance selon les réponses que nous avons reçues lors d'une enquête en 1966.

CONCLUSION

Cet essai de géographie rétrospective nous a permis de suivre les principales étapes de la mise en valeur agricole du Richelieu. Après une longue période de défrichement et d'agriculture pionnière, subordonnée au trafic des fourrures, le Richelieu a connu durant le premier quart du XIX^e siècle une phase marquée par le commerce du blé. La déchéance de cette culture a par la suite obligé la région à procéder à une réforme en profondeur : le Richelieu s'est alors tourné vers la culture du foin et l'élevage. Pendant quelques décennies, le foin a rapporté assez d'argent aux fermiers, mais en même temps il conditionnait le développement de l'élevage. Avec la chute des prix et la perte des marchés, le foin a servi à nourrir le troupeau de vaches laitières, qui assure maintenant le principal revenu à la ferme. Consolidation

et diversification sont des processus en oeuvre à l'heure actuelle, suite à l'état de surproduction du lait et aux exigences du marché montréalais. Avec l'expansion de Montréal, la région du Richelieu sera incorporée à la zone métropolitaine et l'agriculture comme l'élevage se limiteront éventuellement à de grandes entreprises de type industriel, selon le modèle américain ; il en existe déjà sous la forme multifamiliale ou de compagnie.

L'étude de la mise en valeur agricole de la vallée du Richelieu nous a permis de constater un état chronique de retard technologique en agriculture comme en élevage. Ce décalage marque aussi toute l'histoire de l'agriculture du Québec francophone. Un siècle de culture de céréales, notamment de blé, aboutit à l'échec dès 1832 – le blé ne disparaîtra toutefois que dans les années 1860 – alors que le marché impérial est de plus en plus ouvert et la concurrence du Haut-Canada, encore négligeable. Un siècle d'élevage laitier aboutit, après une période de vente de foin qui privait les troupeaux d'une meilleure alimentation, à une conjoncture de surproduction depuis vingt ans, alors que le rendement moyen par vache laitière reste très faible à l'échelle canadienne : voilà, en résumé, la situation.

Comment alors interpréter cette constante historique ? Certains historiens expliqueraient sans doute ce retard chronique en fonction de *l'agriculturisme*, cette philosophie de la vie qui idéalise le passé, respecte aveuglément le genre de vie des anciens et se méfie des changements, surtout s'ils sont préconisés par les Anglais comme au XIX^e siècle. La stagnation technique de l'agriculture tiendrait ainsi à l'inertie de la tradition révéree. Certains sociologues y verraient une conséquence de l'état d'esprit de *l'habitant* et de son genre de vie essentiellement conservateur. Paresse, méfiance, entêtement, orgueil, voilà des caractéristiques qui favorisent la routine tant reprochée aux habitants. Les économistes l'interpréteraient en rapport avec la faiblesse et les variations du stimulus économique. L'agriculture de subsistance s'est pourtant transformée en agriculture commerciale à plusieurs reprises, grâce aux marchés britannique, américain, canadien et montréalais. Il y a eu des ères du blé et du foin notamment. Bref, le marché n'a pas toujours fait défaut, loin de là.

À ces diverses interprétations, les géographes en apportent d'autres. Cole Harris, dans son étude des seigneuries, attribue la conservation de la langue française au Québec à *l'isolement* des habitants dans un monde anglo-saxon. L'isolement des seigneuries et des paroisses françaises peut-il expliquer le décalage technique de l'agriculture du Québec sur celle des États-Unis, de la Nouvelle-Angleterre voisine tout particulièrement ? Les nouvelles techniques sont en fait passées des États-Unis au Canada. Après 1760 comme après 1783, le Richelieu les a reçues de la Nouvelle-Angleterre. C'est maintenant le New York et le Vermont qui lui offrent les modèles de l'industrie laitière. Si l'isolement a pu jouer un rôle dans la sauvegarde du français au Québec, nous ne croyons pas que la barrière de la langue ait été un obstacle majeur à l'acquisition de techniques modernes venant des États-Unis. Les Loyalistes ont prêché par l'exemple dans le Haut-Richelieu dès la fin du XVIII^e siècle. Les jeunes agriculteurs du Richelieu sont allés travailler sur les fermes du Vermont avant le milieu du XIX^e siècle. Que dire maintenant de toute l'information dispensée par les sociétés d'agriculture, les agronomes, les revues agricoles, la radio, etc . . . Comment se fait-il que la mammite soit actuel-

lement si fréquente chez les éleveurs laitiers qui utilisent une trayeuse mécanique ? Ignorance ou négligence ? Non, l'isolement n'est certainement pas le principal facteur du retard de la technologie agricole au Québec.

La révolution agricole tout comme la révolution industrielle ont gagné les États-Unis bien avant le Québec. Celui-ci importe les techniques américaines et les applique généralement avec lenteur. Un dicton veut que le Québec soit toujours 25 ans en retard ! L'évolution se fait ici par mutations, à témoin la « révolution tranquille » des années 1960. Les retards sont rattrapés d'une façon démesurée, à témoin la surmécanisation des fermes. Ces rythmes saccadés de développement caractérisent souvent des types d'économie *marginal*. Le surpeuplement de la vallée du Richelieu a ralenti l'évolution normale des structures agraires tout au long du XIX^e siècle. Après l'époque de spéculation sur le foin jusqu'en 1930, l'agriculture a été « sauvée » par l'intervention de l'État. De leur côté, les agriculteurs fondent des espoirs sur la coopération, et les coopératives se multiplient dans les années 1930-40 : meuneries, conserveries, beurreries, laiteries. C'est au cours de la Deuxième Guerre mondiale que les coopératives perdent la chance de s'emparer du marché montréalais, alors en pleine expansion. Elles auraient pu non seulement remplir les tablettes des épiceries de boîtes de conserve mais aussi s'introduire dans le domaine de la distribution à la suite de La Familiale. Mais elles sont graduellement déclassées par les entreprises privées (David Lord, Windsor Canning, Canadian Cannery, etc.) qui offrent un produit de meilleure qualité : les consommateurs, favorisés par les salaires de guerre, n'hésitent pas à payer plus cher pour obtenir mieux. C'est à cette époque aussi qu'apparaissent les grandes chaînes de supermarchés avec des rayons garnis de toute sorte de produits, permettant à la clientèle de comparer et de choisir. Après trente ans d'efforts, le mouvement des coopératives agricoles a dû se consolider pour permettre à quelques entreprises de survivre : Coopérative Fédérée de Québec, Coopérative agricole de Granby. L'individualisme invétéré des cultivateurs et les techniques inadéquates de gestion et de production des coopératives expliquent en bonne partie les mésaventures de cette forme d'entreprise collective.

Atavisme ou marginalité, à quoi tiennent les déboires de l'industrie agricole du Richelieu et du Québec ? Les *habitants* y sont sans doute pour quelque chose, mais il ne faut pas écarter l'impact de la géographie sur l'évolution de leur activité. L'économie agricole du Richelieu et du Québec s'est toujours comparée aux économies les plus évoluées du monde, à celles de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Or, la géographie la plaçait et continue de la placer dans une situation « d'arrière-pays ». C'est ainsi que de 1760 à 1783, les colonies britanniques de la façade atlantique (Nouvelle-Écosse, Nouvelle-Angleterre) s'intègrent plus facilement que le Québec au triangle nord-atlantique formé par la Grande-Bretagne, l'Amérique du Nord britannique et les Antilles. Par la suite, New York, comme Boston auparavant, déclassa Montréal en lui ravissant l'hinterland des Grands-Lacs. Le développement de la zone agricole et industrielle du Nord-Est américain laisse plus tard Montréal sur les marges. Encore aujourd'hui, la métropole du Québec reste excentrique dans le vaste réseau urbain de cette région : c'est ce qui explique que Toronto soit en train de surpasser Montréal. Les indicateurs économiques montrent bien que cette dernière est moins riche que les autres grandes

agglomérations du réseau. Bref, la région de Montréal par rapport à la façade atlantique d'abord et à la zone économique du Nord-Est ensuite fait figure d'arrière-pays, ce qui est confirmé d'ailleurs par les courants migratoires.

L'agriculture du Richelieu évolue dans ce milieu « marginal », à la remorque des États-Unis pour les techniques mais aussi en fonction des possibilités économiques du marché montréalais pour leur application. C'est pourquoi elle traîne de l'arrière en général, Montréal n'offrant pas les mêmes possibilités que New York ou même Toronto. Comme les politiques agricoles de l'État fédéral ou provincial ressemblent à des opérations de sauvetage, elles ont pour effet d'entretenir la médiocrité dans les rendements. Elles relèvent beaucoup plus du paternalisme que de la planification : pouvait-il en être autrement dans les circonstances ? L'État vient toutefois de réagir froidement et dorénavant, l'industrie agricole devra s'orienter vers l'autonomie et la rentabilité. On fonde des espoirs sur l'éducation, la coopération, la planification et le protectionnisme économique. L'agriculture connaîtra donc une évolution accélérée au cours des années 1970, coûte que coûte.

En somme, nous attribuons principalement à des facteurs géographiques l'état de retard chronique de l'agriculture : la situation générale est « marginale » et l'hiver n'aide pas évidemment. Dans les rapports entre le milieu et l'homme, rien de très favorable ni d'un côté ni de l'autre. Sans plonger dans un déterminisme aveugle, nous croyons que les *habitants* du Richelieu ont longtemps supporté les contraintes du milieu avec résignation et indolence et qu'ils ont lentement réagi aux divers stimulus du marché à cause de leur ignorance. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, ils ont finalement réalisé leur chance : disposer des meilleures possibilités agricoles du Québec et du marché montréalais en pleine expansion. Leur industrie évolue maintenant au rythme du développement économique de Montréal, à la périphérie de l'écoumène agricole nord-américain.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- L'agriculture du Québec* (atlas), Québec, Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, 1965, 133 p.
L'agriculture canadienne des années 70, Ottawa, Rapport de la Commission de planification de l'agriculture canadienne, 1969, 538 p.
 ATLAS DU QUÉBEC, *L'agriculture*, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1966, 47 cartes.
 BEAUREGARD, L., « La plaine du Richelieu, banlieue agricole de Montréal », *Revue Canadienne de Géographie*, XIII, 1-2, 1959, p. 19-38.
 BEAUREGARD, L., « Le peuplement du Richelieu », *Revue de Géographie de Montréal*, XIX, 1-2, 1965, p. 43-75.
 BLANCHARD, R., *L'Ouest du Canada français*, Montréal, Beauchemin, 1953, t. 1, 401 p.
 BOUCHER, P., « Historique de l'agriculture », *Annuaire du Québec 1968-69*, Bureau de la statistique du Québec, 1969, p. 460-7.
 BOUCHETTE, J., *Description topographique de la Province du Bas-Canada*, Londres, Faden, 1815, 664 p.
 CARON, I., *La colonisation de la province de Québec*, Québec, L'Action Sociale, 1923-27, 2 vol.
 DRAPEAU, S., *Études sur les développements de la colonisation du Bas-Canada depuis 10 ans (1851-1861)*, Montréal, Léger Brosseau, 1863, 593 p.
Économie québécoise, Montréal, Cahiers de l'Université du Québec 1-2, 1969, 496 p.
 HAMELIN, J. et ROBY, Y., « L'évolution économique et sociale du Québec (après 1850) » *Recherches sociographiques*, X, 2-3, 1969, p. 157-170.
 JONES, R. L., « Agriculture in Lower Canada, 1792-1815 » *Canadian Historical Review*, XXVII, 1946, p. 33-51.
 JONES, R. L., « French Canadian Agriculture in the St. Lawrence Valley, 1815-1850 », *Agricultural History*, XVI, 1942, p. 137-148.
 LADOUCEUR, J.-P., « Quelques aspects géographiques de l'industrie laitière du Québec », *Statistiques*, Bureau de la statistique du Québec, IV, 4, 1965, p. 10-20 ; VI, 1, 1967, p. 10-20 ; VI, 4, 1968, p. 13-23.
 LETOURNEAU, F., *L'histoire de l'agriculture au Canada français*, Oka, 1959, 324 p.
 MINVILLE, E. (éd.), *L'agriculture*, Montréal, Fides, 1944, 555 p. (Collection «Notre Milieu»).

- MORRISSETTE, H., *Les conditions du développement agricole au Québec*, Thèse de doctorat, Université de Strasbourg, 1965, 257 p.
- OUELLET, F., *Histoire économique et sociale du Québec 1760-1850*, Montréal, Fides, 1966, 639 p.
- SALONE, E., *La colonisation de la Nouvelle-France*, Trois-Rivières, Boréal Express, 1970, 505 p. (réédition).
- SEGUIN, M., *La nation canadienne et l'agriculture (1760-1850)*, Trois-Rivières, Boréal Express, 1970, 232 p.
- SÉGUIN, R.L., *La civilisation traditionnelle de l'habitant aux XVIIe et XVIIIe siècles*, Montréal, Fides, 1967, 701 p.
- Rapport de la Commission de l'agriculture de la province de Québec*, Québec, Pageau, 1897, 290 p.
- Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'agriculture au Québec*, 1967-68, 11 fasc.
- Recensements du Canada, 1871-1966*.
- Répartition géographique de la production laitière du Québec en 1962*, Bureau de la statistique du Québec, Publ. spéc. no 10, 1964, 102 p.
- Statistiques agricoles 1968*, Québec, Bureau de la statistique du Québec, 279 p.

RÉSUMÉ

Cet essai de géographie rétrospective retrace les grandes étapes de la mise en valeur agricole de la vallée du Richelieu, une des régions du Québec les plus favorisées pour l'agriculture. Il montre que depuis 150 ans, l'agriculture du Richelieu a été commerciale et conditionnée par des productions clés telles que le blé, le foin et le lait. Il décrit le comportement des *habitants* face à l'économie agricole et souligne les retards chroniques qui caractérisent l'acquisition et l'application de meilleures méthodes en agriculture comme dans l'industrie laitière depuis un siècle. La conclusion se veut une interprétation de ces retards historiques dans une perspective géographique.

ABSTRACT

This essay in historical geography retraces the main stages of the agricultural development in the Richelieu valley, one of the best rural and agricultural regions of Quebec. It shows that for 150 years agriculture in the Richelieu has been commercialized and influenced by staples like wheat, hay and milk. The behavior of the *habitants* face to agricultural economy is described and the chronic retardation in acquiring and applying better methods in agriculture as well as in dairying is underlined. The conclusion is an attempt of interpretation of these historical delays in a geographical perspective.